

João Bernardo

Marxisme et nationalisme

- * L'antislavisme d'Engels et de Marx
- * Les communistes russes et la question nationale
- * Le Parti communiste allemand et l'extrême droite nationaliste
- * Communisme et tiers-mondisme

1. L'antislavisme d'Engels et de Marx

Historiquement, lorsqu'une erreur se répète, cela signifie qu'elle n'est pas une erreur et qu'elle correspond à des intérêts sociaux. Ceux, nombreux, qui continuent aujourd'hui à confondre la lutte contre l'oppression subie par un peuple avec le soutien aux dirigeants politiques réactionnaires qui cherchent à contrôler ce peuple, transposent une fois de plus la lutte des classes au niveau national. Ils le font également lorsqu'ils soutiennent tout régime qui s'oppose au gouvernement des États-Unis, même quand ces régimes pratiquent la répression contre les travailleurs et ont massacré les communistes locaux. Bien sûr, certains peuvent être inattentifs, trompés et/ou mal informés. Mais il faut vraiment être très distrait pour ne pas effectuer le rapprochement entre «a» et «b» et oublier aussi systématiquement les leçons de l'histoire. Les partisans du communisme nationaliste veulent simplement détourner les travailleurs de la lutte des classes et construire un État où toutes les classes dominantes du pays sont représentées – et où il y a surtout de la place pour elles.

Engels et Marx transposèrent la lutte des classes au niveau national, parce qu'ils considéraient que certaines nations étaient «révolutionnaires» et d'autres «contre-révolutionnaires».

A première vue, le nationalisme ne devrait pas être un problème pour les marxistes, puisque cette idéologie se place au-dessus des classes sociales et fusionne toute la population autour d'une prétendue identité nationale, alors que le marxisme considère que la société est toujours traversée par des clivages et que les capitalistes et les travailleurs n'ont pas d'intérêts communs. Or, le contraire s'est produit. Je montrerai dans cette série de quatre articles¹ que, depuis sa fondation même, le marxisme n'a jamais été capable de traiter clairement la question du nationalisme.

Écrivant à la fin de 1843 *Sur la question juive*, un essai publié l'année suivante, le jeune hégélien Marx considérait qu'il fallait surmonter toutes les spécificités culturelles qui empêchaient l'insertion dans une société globale émancipée. «*C'est seulement lorsque l'homme individuel réel réintègrera en lui le citoyen abstrait et sera devenu, comme homme individuel dans la vie empirique, dans son travail individuel, dans ses rapports individuels, un être appartenant à l'espèce, que l'homme aura reconnu et organisé ses forces propres comme forces sociales et ne séparera donc plus de lui la force sociale sous la forme de la force politique – c'est alors seulement que l'émancipation humaine sera accomplie*»². Des mots qui doivent aujourd'hui horrifier tout multiculturaliste !

Marx conçut d'abord l'aliénation comme une séparation entre l'individu et la société globale, mais la rupture avec l'hégélianisme le conduisit à présenter l'aliénation comme un clivage au sein de la société et à la penser en termes de classes sociales. Une fois cette perspective ouverte, le plan psychologique puis sociologique sur lequel l'aliénation avait été pensée devint insuffisant et Marx passa à un nouveau plan d'analyse, celui de l'économie. Formulée dans ces nouveaux termes, l'aliénation devint l'exploitation. La scission qui éloignait l'individu de la société fut conçue comme une scission interne au processus de travail, éloignant

¹ Sous le titre *Marxisme et nationalisme*, ce texte est divisée en quatre parties: «L'antislavisme d'Engels et de Marx» ; «Les communistes russes et la question nationale»; «Le Parti communiste allemand et l'extrême droite nationaliste» et «Communisme et tiers-mondisme» (NdT).

² *Sur la question juive*, traduction J.F. Poirier, La Fabrique, 2006, p. 63.

les travailleurs du contrôle de ce processus, les privant ainsi du résultat de leurs efforts et les opposant aux capitalistes, qui contrôlaient le processus de travail et s'approprièrent son produit. En même temps, sa philosophie, dont les spéculations avaient toujours eu lieu au niveau des élaborations intellectuelles, se tourna vers l'action matérielle et prit pour objet la production et la reproduction des conditions d'existence, se convertissant en une philosophie de la praxis. Dès qu'il prit ce chemin, Marx unit ses efforts de penseur et d'organisateur à ceux d'Engels, et tous deux rédigèrent et signèrent, en 1848, un *Manifeste* bien connu : ce texte présentait la société comme étant divisée en classes sociales définies par le processus d'exploitation et il consacrait l'une de ces classes, les travailleurs, comme incarnant le moteur de l'histoire. Dès lors, les deux amis – qui, à un certain moment, cessèrent d'être des amis mais ne cessèrent jamais d'être des camarades politiques et des collaborateurs intellectuels – écrivirent une œuvre théorique visant à approfondir l'analyse des mécanismes d'articulation des classes sociales.

Classes ou nations ?

Dans ce contexte, il peut paraître d'autant plus étonnant que Marx et Engels aient largement orienté leurs interventions pratiques non pas selon la perspective de la lutte entre les classes mais dans une perspective géopolitique d'affrontement entre de grands blocs nationaux. Le drame historique contemporain, que, dans leur théorie abstraite, Marx et Engels conçurent comme une lutte entre prolétaires et capitalistes, fut souvent dépeint dans leurs analyses concrètes comme un affrontement entre, d'une part, des nations considérées comme révolutionnaires (principalement l'Allemagne luttant pour son unification et la Pologne luttant pour son indépendance) et, d'autre part, des nations considérées comme contre-révolutionnaires (c'est-à-dire tous les Slaves, à l'exception des Polonais). Ainsi, la vision d'une société divisée en classes fut remplacée par son exact opposé, des États situés au-dessus des classes. Cette affirmation risque de faire bondir d'indignation de nombreuses personnes, car il s'agit d'un aspect de l'œuvre de Marx et d'Engels qui a été occulté par presque tous leurs disciples les plus avertis. A ce jour, nous ne disposons d'aucune étude complète sur la fondation du marxisme, et la moitié de l'œuvre des fondateurs nous est présentée comme si elle était l'œuvre entière.

Une «nation révolutionnaire» ?

Même dans une série d'articles trop longue pour un site web, je ne peux mener une enquête détaillée et me limiterai donc à fournir des pistes de lecture et des perspectives d'analyse qui pourront inciter les lecteurs à poursuivre cette étude pour leur propre compte et à leurs propres risques. « [...] *parmi toutes les nations plus ou moins grandes de l'Autriche, il n'en est que trois qui véhiculaient le progrès et intervenaient activement dans l'histoire, en montrant qu'elles étaient douées de vitalité : les Allemands, les Polonais, les Magyars. C'est ce qui explique que ces nations soient aujourd'hui révolutionnaires. Toutes les autres souches et peuples, plus ou moins grands, ont, pour l'heure, comme mission de disparaître dans la tempête révolutionnaire universelle, car ils sont aujourd'hui contre-révolutionnaires*³», écrivit Engels dans la *Neue Rheinische Zeitung* en 1849. Et il se lança dans d'autres diatribes intéressantes : «*À cette époque*», c'est-à-dire en 1848, «*le sort de la révolution en Europe orientale dépendait de l'attitude des Tchèques et des Slaves du Sud. Nous n'oublierons jamais que, au moment décisif, ils ont trahi la révolution [...] à cause de leurs mesquines espérances nationales ! [...] Et pour cette lâche et basse trahison à la révolution, nous exercerons un jour une vengeance sanglante contre les Slaves*⁴.»

³ Marx et Engels, *Écrits militaires*, op. cit., p. 229.

⁴ Cité dans Paul W. Blackstock et Bert F. Hoselitz (dir.) *The Russian Menace to Europe*, by Karl Marx and Friedrich Engels, Free Press, 1952

Seuls les Polonais, pourtant slaves, échappèrent à cette condamnation globale en raison de leur opposition à l'empire des tsars. «[...] *puisque Polonais et révolutionnaire sont devenus synonymes, la sympathie de toute l'Europe pour les Polonais et pour la restauration de leur souveraineté est donc aussi certaine que la haine de toute l'Europe pour les Tchèques, les Croates et les Russes, et que la guerre révolutionnaire la plus sanglante de tout l'Occident contre eux*⁵.»

Engels oubliait que si les aspirations à l'émancipation politique ou nationale des propriétaires fonciers austro-hongrois les avaient amenés à soutenir la révolution bourgeoise et constitutionnaliste de 1848, leurs intérêts de classe les conduisaient à opprimer les paysans d'origine slave. Il n'est donc pas étonnant que la paysannerie n'ait pas considéré comme libératrice une révolution que ses maîtres contribuaient à promouvoir et à organiser et qui ne l'incluait pas. Le slavisme de ces paysans était une réaction contre les grands propriétaires terriens. Mais au lieu d'aborder le problème avec la perspective analytique de classe que lui et son ami avaient forgée, Engels le transposa sur le plan des entités nationales. «*Au verbiage sentimental sur la fraternité, qui nous est offert ici au nom des nations contre-révolutionnaires de l'Europe, nous répondons que la haine de la Russie a été et est encore la première passion révolutionnaire des Allemands ; que depuis la révolution, la haine des Tchèques et des Croates s'est accrue ; et que, de concert avec les Polonais et les Magyars, nous ne pouvons assurer la révolution qu'en recourant au terrorisme le plus décidé contre ces peuples slaves*⁶.»

Comme si de telles paroles n'étaient pas assez claires, celui qui, un an auparavant, dans un célèbre *Manifeste*, avait contribué à évoquer l'union des prolétaires de tous les pays, lançait maintenant un appel: «*Combat, "combat implacable, de vie ou de mort, contre le slavisme qui trahit la révolution, combat d'anéantissement et de terrorisme sans hésitation, non dans l'intérêt de l'Allemagne, mais dans l'intérêt de la révolution*⁷.»

Le moteur de la révolution avait cessé d'être la lutte des classes pour devenir une guerre entre blocs nationaux. «*Au premier soulèvement du prolétariat français [...] les Allemands d'Autriche et les Magyars retrouveront leur liberté et prendront une vengeance sanglante sur les barbares slaves. La guerre générale qui éclatera alors mettra en pièces cette ligue particulariste des Slaves et effacera jusqu'au nom de toutes ces petites nations obstinées. La prochaine guerre mondiale ne balayera pas seulement de la surface de la terre les classes et dynasties réactionnaires, mais encore des peuples réactionnaires entiers. Et cela aussi sera un progrès*⁸». C'est sous cet angle que les deux fondateurs du marxisme considérèrent la révolution de 1848 dans les États allemands et l'Empire austro-hongrois.

Ici se trouve la racine de l'opposition entre Marx et Engels, d'un côté, et Bakounine, de l'autre. Je vais m'attirer l'hostilité des marxistes et contrarier les anarchistes, mais je dois rappeler que, en ce qui concerne les conceptions économiques, Bakounine était marxiste, et qu'il fut d'ailleurs le premier à traduire partiellement le *Capital* en russe. Bakounine, lui, était partisan de l'unité des peuples slaves, et pour cette raison, dans une société rurale et peu industrialisée, il appréciait les potentialités révolutionnaires des paysans, alors que la haine de Marx et d'Engels pour les Slaves les amenait à considérer que les paysans de ces nations n'étaient capables que de plier sous le fouet des seigneurs.

«Yankees énergiques» et «Mexicains paresseux» ?

La justification des choix géopolitiques des fondateurs du marxisme a été exprimée avec une grande clarté à propos de la guerre menée par les États-Unis contre le Mexique entre 1846 et 1848, qui conduisit à l'annexion de plus de la moitié du territoire de ce pays, ou de plus des

⁵ *Idem.*

⁶ *Idem.*

⁷ *Idem.*

⁸ Marx et Engels, *Ecrits militaires, op. cit.*, pp. 238-239.

deux tiers si l'on inclut le Texas. Engels prit avec enthousiasme la défense des agresseurs, considérant que cette guerre «fut menée purement et simplement dans l'intérêt de la civilisation⁹.» Cet article, publié en 1849 dans la *Neue Rheinische Zeitung*, procède à une curieuse apologie des intérêts nationaux de certains peuples. «On bien est-ce un malheur que la splendide Californie soit arrachée aux Mexicains paresseux qui ne savaient qu'en faire ? Est-ce un malheur que les énergiques Yankees, en exploitant rapidement les mines d'or qu'elle recèle augmentent les moyens monétaires, qu'ils concentrent en peu d'années sur cette rive éloignée de l'Océan Pacifique une population dense et un commerce étendu, qu'ils fondent de grandes villes, qu'ils créent de nouvelles liaisons maritimes, qu'ils établissent une voie ferrée de New York à San Francisco, qu'ils ouvrent vraiment pour la première fois l'Océan Pacifique à la civilisation et que, pour la troisième fois dans l'histoire, ils donnent au commerce mondial une nouvelle direction ? L'"indépendance" de quelques Californiens et Texans espagnols peut en souffrir, la "justice" et autres principes moraux peuvent être violés ça et là, mais qu'est-ce en regard de faits si importants pour l'histoire du monde ?¹⁰»

Il serait intéressant de savoir ce que pensent les communistes mexicains à cet égard. Il n'est pas non plus anodin de rappeler ici que la guerre contre le Mexique renforça la position non pas des «*énergiques Yankees*», c'est-à-dire des capitalistes du nord-est du pays, mais celle des esclavagistes du Sud, leur donnant la force de se lancer plus tard dans la guerre de sécession. Même si l'argument d'Engels correspondait aux faits, il ne se distinguait en rien des justifications que les impérialistes invoquent toujours pour leurs aventures guerrières. En effet, on trouve une similitude flagrante entre certains articles d'Engels et d'autres articles de journaux nord-américains qui défendaient la doctrine de la *Destinée Manifeste*¹¹; il me semble donc impossible que Engels n'ait pas approuvé globalement cet expansionnisme géopolitique, qui depuis lors jusqu'à aujourd'hui a guidé la politique étrangère des États-Unis et lui a donné le vernis d'une mission civilisationnelle justifiée par Dieu.

Engels maintint ces positions au fil des ans. En 1852, il évoqua «*la tendance historique et en même temps la force physique et intellectuelle de la nation germanique à subjuguier et à assimiler ses anciens voisins. Cette tendance à l'absorption de la part des Allemands a toujours été, et est encore, l'un des moyens les plus puissants qui ont permis à la civilisation de l'Europe occidentale de s'étendre vers l'est à partir de ce continent, et elle ne pourra cesser que lorsque le processus de germanisation aura atteint les limites d'une grande nation unitaire, compacte, capable de mener une vie nationale indépendante, comme les Hongrois et, dans une certaine mesure, les Polonais. Par conséquent, le sort naturel et inévitable de ces nations moribondes*» – Engels se référait ici aux peuples slaves occidentaux et méridionaux – «*consiste à laisser s'achever ce processus de dissolution et d'absorption par leurs voisins plus forts*¹².» Ce n'était pas la lutte des classes au sein de la nation allemande qui intéressait ici Engels, mais la constitution d'une «*grande nation compacte et unitaire*». L'unification nationale devait-elle supplanter les intérêts de classe des travailleurs, ou les intérêts des travailleurs convergeaient-ils avec la construction de la nation ?

⁹ Friedrich Engels, «Le panslavisme démocratique», *La Nouvelle Gazette Rhénane*, 15/16 février 1849, marxists.org (NdT).

¹⁰ Friedrich Engels, "Le panslavisme démocratique", *La Nouvelle Gazette Rhénane*, 15/16 février 1849, marxists.org (NdT).

¹¹ *Destinée Manifeste* : expression aux fortes connotations religieuses apparue au milieu du XIX^e siècle pour désigner la prétendue vocation qu'aurait la nation américaine à propager «le progrès et la civilisation» dans l'ouest du pays, puis, au XX^e siècle, dans le monde entier (NdT).

¹² Cité dans Paul W. Blackstock et Bert F. Hoselitz (dir.) *The Russian Menace to Europe, by Karl Marx and Friedrich Engels*, Free Press, 1952

La vigueur de ces termes ne s'affaiblit pas non plus avec le temps. Dans une lettre envoyée à Marx au milieu de l'année 1876, Engels qualifia de voleurs les Serbes qui luttèrent pour leur autonomie nationale, et il traita les Bosniaques de la même manière, six ans plus tard. L'autonomie qu'il présentait comme le grand objectif historique de la nation germanique était refusée aux peuples slaves. Il ne s'agissait pas seulement d'une question de nationalisme, mais d'un impérialisme qui liquidait les espaces nationaux, et Engels l'affirma clairement dans une lettre à Karl Kautsky en février 1882 : «*Maintenant, vous allez me demander si je n'ai donc aucune sympathie pour les petits peuples et débris de peuples slaves qui ont été dispersés et divisés par la triple poussée des Allemands, des Magyars et des Turcs ? En fait, j'en éprouve très très peu*¹³.» Et le 17 novembre 1885, dans une lettre à August Bebel, Engels qualifie de «*misérables débris d'anciennes nations*» «*les Serbes, les Bulgares, les Grecs et autres coupeurs de têtes*¹⁴».

Marx défendait des conceptions identiques. En 1857, peut-être avec la naïve illusion qu'il pourrait infléchir la politique étrangère britannique, Marx se consacra à la rédaction en anglais d'un étrange ouvrage anti-slave, *Histoire de la diplomatie secrète au XVIII^e siècle*, où les différends entre les puissances européennes étaient réduits à de ridicules manœuvres de coulisses. Ce livre laissa ses disciples tellement perplexes que, lorsqu'une des filles de Marx, Eleanor, le réédita en 1899, elle prit l'initiative de couper certains passages. Depuis lors, les marxistes se sont efforcés de ne pas faire connaître l'ouvrage et Staline le censura de manière définitive. Les traits caractéristiques de l'*Histoire de la diplomatie secrète au XVIII^e siècle* deviennent encore plus saillants dans un essai écrit par Engels en 1890, «La politique étrangère du tsarisme russe», *The Foreign Policy of Russian Czarism*. Bien que cet essai ait bénéficié de nombreuses éditions, y compris en russe, Staline, qui ne reculait pas devant les demi-mesures, en interdit la publication en 1934, arguant qu'Engels avait négligé l'analyse des contradictions entre impérialismes et la rivalité pour l'obtention d'espaces coloniaux et s'était focalisé abusivement sur les menaces de guerre que faisait peser la politique russe. Ainsi, poursuivait Staline, une confrontation militaire entre l'Allemagne bourgeoise et la Russie tsariste pouvait être présentée non pas comme un conflit impérialiste mais comme une guerre de libération nationale de la part de l'Allemagne.

En 1865, après avoir lu quelque part que les Russes étaient d'origine mongole, Marx écrivit dans une lettre à Engels : «*Ce ne sont pas des Slaves, ils ne font absolument pas partie de la race indo-européenne, ce sont des intrus à qui il faut faire repasser Dniepr pour les rejeter de l'autre côté* !¹⁵» Le maître de l'analyse sociale avait sombré dans la mythologie raciale, arrivant à des conclusions inattendues, par exemple dans une lettre adressée à Wilhelm Liebknecht en février 1878, où il ne voyait derrière les Serbes que la main sinistre de la Russie et faisait l'éloge de l'opresseur ottoman en affirmant que «*la paysannerie turque, et donc la masse du peuple turc*», était «*le représentant indubitablement le plus actif et le plus moral de la paysannerie d'Europe*¹⁶». En même temps qu'il écrivait *Le Capital* pour décortiquer les mécanismes des clivages de classe en employant une dialectique rigoureuse, Marx proposait une stratégie pour le prolétariat inspirée par des phobies et des sympathies nationales.

Marx et Engels voulaient orienter l'Association internationale des travailleurs, la Première Internationale, vers la défense de l'indépendance de la Pologne et l'attaque du slavisme. Dans une série d'articles publiés en 1866, Engels affirma, avec le plein accord de son ami, que, en ce

¹³ Cité dans Roman Rosdolsky, *Friedrich Engels et le problème des peuples «sans histoire»*, marxists.org.

¹⁴ *Idem*.

¹⁵ Lettre de Marx à Engels du 24 juin 1865 citée dans R. Rosdolsky, *op. cit.*

¹⁶ Lettre de Marx à Liebknecht, 4 février 1878, in Marx et Engels, *Écrits militaires, op. cit.*, p. 605.

qui concerne les grandes nations européennes qui n'étaient pas encore unifiées ou ne jouissaient pas d'une autonomie politique, comme c'était le cas de la Pologne, l'Association internationale des travailleurs devait mobiliser les travailleurs des différents pays dans une guerre contre la Russie, principal oppresseur des Polonais. Or, si cette stratégie avait obtenu des résultats pratiques, les antagonismes sociaux au sein de chaque nation auraient fait place à l'unité des classes contre l'ennemi extérieur, et une Association internationale affirmant que l'émancipation du prolétariat ne pouvait être due qu'au prolétariat lui-même aurait servi à créer ou à renforcer des États opposés à l'empire russe. Marx développa cette thèse dans un discours prononcé à Londres en janvier 1867. Toute action décisive du prolétariat, disait-il, se heurterait à l'intervention de la Russie, et seule l'indépendance de la Pologne permettrait d'ériger une barrière militaire entre l'Europe et la barbarie slave, offrant des possibilités de réaliser l'émancipation sociale européenne. Pour Marx et Engels, le sort de la révolution prolétarienne dépendait d'abord d'une guerre nationale contre la Russie, et c'est dans cette perspective géopolitique qu'ils considérèrent la guerre franco-prussienne de 1870 et 1871.

Dans les proclamations rédigées par Marx et diffusées par l'Association internationale des travailleurs le 23 juillet¹⁷ et le 9 septembre 1870¹⁸, une plus grande importance fut accordée aux aspects dynastiques et géopolitiques de la guerre franco-prussienne qu'à la situation de la classe ouvrière dans chacun de ces pays. La proclamation du 9 septembre ne préconisait pas la paix entre l'Allemagne et la France en fonction d'objectifs spécifiquement prolétariens, mais comme un facteur nécessaire pour contenir la menace russe. Dans une lettre du 15 août 1870 adressée à son ami, Engels considérait avec sympathie l'adhésion à la politique agressive du gouvernement prussien exprimée par «*toute la masse du peuple allemand et par toutes les classes*» et s'opposait à «*l'obstruction totale*» de l'effort de guerre prônée par Wilhelm Liebknecht, principal représentant du marxisme en Allemagne¹⁹. Engels ne cessa de maintenir à cet égard sa perspective géopolitique et d'exprimer son désaccord avec l'option prise alors par les marxistes allemands. Dans un texte écrit au cours du dernier mois de 1887 et des premiers mois de 1888, découvert seulement après sa mort, il exprima sa satisfaction parce que, du côté allemand, «*dans cet élan national, on vit disparaître toutes les différences de classe*²⁰». Dans ce manuscrit, Engels ne consacre pas un seul mot au fait que Wilhelm Liebknecht et August Bebel, les dirigeants les plus importants du parti marxiste allemand, s'étaient abstenus au parlement lors du vote sur les premiers crédits de guerre et avaient voté contre les nouveaux crédits, pas plus qu'il ne fait une seule référence aux motions contre la guerre adoptées lors des rassemblements d'ouvriers allemands, ni une seule mention de l'emprisonnement de nombreux socialistes qui avaient manifesté en faveur de la paix.

Il est intéressant de noter que, dans un livre publié en plein stalinisme, Lukács²¹ s'inspira certainement des analyses d'Engels pour critiquer «*le comportement d'importants révolutionnaires, comme Johann Jacoby et Wilhelm Liebknecht, concernant l'aspect national des guerres de Bismarck, qui conduisirent malgré tout à l'établissement de l'unité allemande*».

¹⁷ Cf. Karl Marx, *La Guerre civile en France, 1871 (La Commune de Paris)*, Éditions Sociales, 1963, pp. 30-31.

¹⁸ Cf. la «Seconde adresse du Conseil général sur la guerre franco-allemande», marxists.org.

¹⁹ «*Toute la masse du peuple allemand et toutes les classes ont reconnu qu'il y allait avant tout de l'existence nationale, et elles ont aussitôt réagi. Il me semble que, dans ces conditions, il ne soit pas possible qu'un parti politique allemand prêche l'obstruction totale, en plaçant toutes sortes de considérations secondaires au-dessus de l'essentiel, comme le fait Wilhelm*» [Liebknecht], Lettre d'Engels à Marx, 15 août 1870, in Marx et Engels, *Écrits militaires, op. cit.*, p. 515.

²⁰ Texte posthume d'Engels, in Marx et Engels, *Écrits militaires, op. cit.*, p. 571.

²¹ *Le Roman Historique*, Payot, 1965, pp. 314-315.

Ce «*malgré tout*» cachait les antagonismes de classe inhérents à la manière dont l'unification allemande avait été réalisée, et Lukács se sentait en terrain politiquement sûr pour attaquer le «*moralisme provincial*» de Liebknecht et pour reprocher à ses partisans au sein de la gauche allemande de ne pas savoir utiliser «*les armes d'une idéologie véritablement patriotique*».

Un représentant de la «paysannerie la plus morale d'Europe» ?

Engels et Marx transposèrent la lutte des classes au niveau national, considérant certaines nations comme «*révolutionnaires*» et d'autres comme «*contre-révolutionnaires*», mais ils le firent de manière sélective: parce qu'ils s'efforçaient de promouvoir l'émancipation de certaines nations, ils refusèrent à d'autres le droit d'exister. Le critère utilisé était double. Tout d'abord, pour définir une nation comme «*révolutionnaire*» ou «*contre-révolutionnaire*», il suffisait de connaître sa position par rapport aux Slaves. Même le paysan turc, vivant dans le plus arriéré des empires existants en Occident, était considéré par Marx comme «*le représentant indubitablement le plus actif et le plus moral de la paysannerie d'Europe*²²», tandis que les paysans slaves qui voulaient se libérer du joug du sultan étaient classés parmi les «*coupeurs de tête*».

Deuxièmement, Marx et Engels ne soutinrent que la lutte pour l'indépendance des nations qu'ils jugeaient politiquement et économiquement viables. L'absence de tradition étatique étant un critère général pour eux, ils refusèrent le droit à l'autodétermination à des peuples comme les Écossais, les Gallois, les Bretons, les Basques, les Suisses germanophones ou les Belges francophones. Marx et Engels ne se souciaient pas de l'oppression nationale et culturelle ici, seulement de la création d'États forts ; et l'oscillation entre le niveau des classes et celui des nations était possible parce que, dans les deux cas, il s'agissait de renforcer l'État. La nation, dépouillée de ses oripeaux lyriques, n'était rien d'autre que l'espace de pouvoir de l'État. De même, l'État était la pièce fondamentale de la conception autoritaire et centralisatrice du socialisme défendue par les deux amis. Si cette hypothèse est exacte, l'étatisme contribue à expliquer à la fois le nationalisme et le socialisme de Marx et Engels.

Très tardivement, ils modifièrent partiellement leur opinion concernant les Slaves. Lorsque la marxiste russe Vera Zassoulitch, en février 1881, envoya une lettre au maître pour lui demander s'il envisageait la possibilité que les paysans russes utilisent les institutions communautaires traditionnelles pour développer un mouvement socialiste sans passer d'abord par le stade capitaliste, Marx rédigea plusieurs longs projets de réponse, qui constituent aujourd'hui, pour les chercheurs, un champ fertile de notions économiques et ethnologiques novatrices, mais qui, à l'époque, furent laissés dans un tiroir, car il se contenta d'envoyer une réponse courte, anodine et évasive.

Ce n'est que l'année suivante, dans la préface qu'ils rédigèrent pour la nouvelle édition russe du *Manifeste communiste*, que Marx et Engels reconnurent pour la première fois que les Slaves pouvaient être révolutionnaires: «*Il s'agit, dès lors, de savoir si la communauté paysanne russe, cette forme déjà décomposée de l'antique propriété commune du sol, passera directement à la forme communiste supérieure de la propriété foncière, ou bien si elle doit suivre d'abord le même processus de dissolution qu'elle a subi au cours du développement historique de l'Occident. La seule réponse qu'on puisse faire aujourd'hui à cette question est la suivante : si la révolution russe donne le signal d'une révolution prolétarienne en Occident, et que toutes deux se complètent, la propriété commune actuelle de la Russie pourra servir de point de départ à une évolution communiste*²³.»

²² Lettre de Marx à Liebknecht, 4 février 1878, in Marx et Engels, *Écrits militaires*, op. cit., p. 605.

²³ Marx et Engels, «Préface à l'édition russe du *Manifeste communiste*», 21 janvier 1882, <https://www.marxists.org/francais/marx/works/1882/01/kmfe18820121.htm>.

Références

Trois livres fournissent une analyse systématique du nationalisme antislave professé par les fondateurs du marxisme.

La première est due à Roman Rosdolsky, marxiste de sympathie trotskiste, auteur d'un des meilleurs ouvrages d'analyse du *Capital*, et qui, avec un courage intellectuel peu commun, a écrit une étude critique des positions adoptées par Engels et aussi par Marx sur la question nationale, notamment lors de la révolution allemande de 1848. Mais comme personne, à gauche comme à droite, ne s'intéressait au sujet, Rosdolsky eut tant de mal à trouver un éditeur qu'il pensa même renoncer et déposer le manuscrit dans une bibliothèque, afin qu'il puisse au moins être consulté. Heureusement, il ne fut pas nécessaire d'aller jusqu'à une telle extrémité et l'ouvrage fut publié quelques années avant la mort de l'auteur. (En français, le livre est paru en 2018 aux Éditions Syllepse sous le titre *Friedrich Engels et les « peuples sans histoire »*. *La question nationale et la révolution de 1848*, et on le trouve également presque en entier sur le site marxists.org, *NdT.*)

Il existe également un recueil des textes anti-slaves des fondateurs du marxisme : Paul W. Blackstock et Bert F. Hoselitz (dir.) *The Russian Menace to Europe, by Karl Marx and Friedrich Engels*, Free Press, 1952 (Les citations de Marx et Engels extraites de ce dernier ouvrage sont celles dont les références ne sont pas mentionnées dans les notes de bas de page, *NdT.*) Cet ouvrage a été publié en pleine guerre froide avec l'intention évidente de montrer que si Marx et Engels se méfiaient déjà de la méchanceté des Russes, les partis sociaux-démocrates avaient tout à fait raison de se ranger du côté de Washington, mais cela ne l'empêche pas d'être une anthologie bien préparée, les textes étant accompagnés de notes et de commentaires rigoureux.

Enfin, une maison d'édition française, liée par son fondateur à certains cercles du snobisme international proto-fasciste, a publié, sous un titre soigneusement anodin, une anthologie bien fournie de textes géopolitiques et antislaves de Marx et Engels, organisée par un universitaire d'extrême gauche²⁴ : Roger Dangeville (org.) *Marx et Engels. Écrits militaires. Violence et constitution des États européens modernes*, L'Herne, 1970 (disponible également sur le Net).

²⁴ Selon la notice biographique du Maitron, Roger Dangeville n'était pas universitaire mais traducteur. Quant à ses écrits, ils témoignent de sa proximité politique avec la Gauche communiste italienne (donc avec Amedeo Bordiga) plutôt qu'avec l'extrême gauche. On trouvera toutes ses traductions et éditions critiques des écrits de Marx sur le site <http://classiques.uqac.ca/> (*NdT.*)

ANNEXE: «*Je n'ai pas de réponse à ta question.*»

(Les quatre articles de "Marxisme et nationalisme" ayant été publiés sur Internet, j'ai choisi de traduire certaines questions d'internautes à l'auteur et certaines de ses réponses quand elles apportent des précisions, en annexe, Y.C., *Ni patrie ni frontières.*)

Marcus : Tu as écrit : «*Les disciples de Marx et Engels [...] ont reçu un héritage idéologique alourdi par le poids de l'énorme contradiction entre une analyse théorique conçue en termes de classe et une stratégie politique menée en termes de blocs nationaux.*» Cela m'intrigue de voir comment une contradiction aussi évidente a, en fin de compte, été consolidée (c'est-à-dire incorporée précisément dans les courants les plus forts du marxisme, qu'ils soient traditionnels ou vulgaires).

João Bernardo: J'ai travaillé sur ce problème de manière beaucoup plus détaillée dans un livre antérieur, je continue à y travailler et toujours sans pouvoir comprendre la structure de pensée qui a rendu cette contradiction possible. Il y a de nombreuses années, j'ai écrit un livre, *Marx critico de Marx*, dans lequel je visais à montrer le système de contradictions qui structure *Le Capital*. Je n'ai jamais trouvé, dans *Le Capital*, la moindre allusion à une stratégie politique menée en termes de blocs nationaux et obsessionnellement anti-slave. Laisse-moi te raconter comment j'ai pris conscience du problème. Je discutais de la question du national-bolchevisme avec un ami, Maurício Tragtenberg, aujourd'hui décédé, et il m'a donné le livre de Rosdolsky sans faire de commentaire. Sa lecture m'a ouvert de nouveaux horizons et m'a montré que la question du national-bolchevisme était encore plus profonde et plus grave que je ne le pensais [...]. Mais existe-t-il un lien obligatoire entre marxisme et nationalisme ? On peut admettre que le marxisme, dans la mesure où il présuppose l'étatisme, se transforme facilement en nationalisme, puisqu'une nation constitue l'espace de pouvoir d'un État. Mais cette hypothèse, qui semble à première vue séduisante, est trop simpliste. Je n'ai toujours pas de réponse.

2. Les communistes russes et la question nationale

Les révolutions qui eurent lieu en Russie en 1917 étaient l'expression d'un mouvement qui traversa la majeure partie de l'Europe, mais cette lutte de classe supranationale fut détournée vers la construction d'un État national révolutionnaire.

Les disciples de Marx et Engels étaient confrontés à un double problème. D'une part, ils avaient reçu un héritage idéologique grevé par l'énorme contradiction entre une analyse théorique conçue en termes de classe et une stratégie politique menée en termes de blocs nationaux²⁵. D'autre part, ils constataient que la question des nationalités devenait de plus en plus urgente, parce que les peuples colonisés et semi-colonisés commençaient à revendiquer leur émancipation, même s'ils ne remplissaient pas les conditions de viabilité économique et de tradition étatique que Marx et Engels avaient postulées à leur égard.

Ainsi, et contrairement à ce que prétendirent diverses orthodoxies ultérieures, ceux qui, au sein de la Deuxième Internationale, s'inscrivaient dans la véritable tradition de Marx et d'Engels défendaient une sorte d'impérialisme éclairé, paternaliste et bienveillant qui aiderait progressivement les peuples colonisés à évoluer vers un niveau considéré comme supérieur²⁶. Le problème apparut lorsque ces peuples refusèrent d'attendre. La notion d'impérialisme socialiste fut contestée plus vigoureusement par l'irruption des peuples colonisés que par la critique théorique issue de l'aile gauche du marxisme, mais une question majeure resta en suspens. L'émancipation des colonies résulterait-elle d'une lutte menée exclusivement par le prolétariat et la paysannerie pauvre, dans le cadre d'une démarche internationaliste qui dépasserait les revendications spécifiquement nationales et leur laisserait une place secondaire? Ou bien faudrait-il d'abord acquérir l'indépendance politique et construire un État national, au sein duquel le prolétariat autochtone se développerait et se renforcerait ?

La question avait commencé à être débattue du vivant des fondateurs du marxisme, lorsque leur démarche rencontra l'opposition de certains socialistes polonais, pour qui l'oppression nationale ne pouvait être surmontée que par une révolution prolétarienne internationale. Fondé en 1882, le premier parti socialiste polonais, le «Parti socialiste révolutionnaire le Prolétariat²⁷», s'inspirait du marxisme pour donner la priorité aux conflits sociaux; rejetant le patriotisme et

²⁵ Cf. «Marxisme et nationalisme (1). L'antislavisme d'Engels et Marx», <http://npnf.eu/spip.php?article917> (NdT).

²⁶ Cf. cette lettre d'Engels à Kautsky, le 12 septembre 1882 qui n'envisage pas que la majorité des peuples du tiers monde (qu'il appelle «semi-civilisés») puissent obtenir leur indépendance **avant** que le prolétariat européen ait fait la révolution socialiste: «*A mon avis, les colonies proprement dites, c'est-à-dire les pays peuplés d'éléments de souche européenne, le Canada, la Cap, l'Australie, deviendront tous indépendants ; par contre, les pays sous simple domination et peuplés d'indigènes, Inde, Algérie, les possessions hollandaises, portugaises et espagnoles, devront être pris en charge provisoirement par le prolétariat et conduits à l'indépendance, aussi rapidement que possible. [...] Une fois que l'Europe et l'Amérique du Nord seront réorganisées, elles constitueront une force si colossale et un exemple tel que les peuples à demi civilisés viendront d'eux-mêmes dans leur sillage : les besoins économiques y pourvoiront déjà à eux seuls*», marxists.org (NdT).

²⁷ Cf. le *Bulletin officiel du Parti socialiste polonais* n° 6, janvier 1896, documents BDIC en ligne (NdT).

la lutte pour l'indépendance, il proclamait le caractère international de la lutte des classes. Face à ce défi, Engels maintint ses positions habituelles; il accorda la priorité à la question nationale et, dans une lettre adressée à Karl Kautsky en février 1882, il écrivit que les socialistes polonais devaient «mettre la libération de leur pays en première ligne de leur programme» et que «l'indépendance est la base de toute action internationale commune²⁸». Tout en diffamant les socialistes internationalistes polonais, qui devaient quelque temps plus tard trouver en Rosa Luxemburg leur meilleur interprète, Engels cautionnait la tendance nationaliste du socialisme qui, dix ans plus tard, sera dirigée par Piłsudski et fut à l'origine de l'extrême droite polonaise.

Henk Sneevliet

Les thèses de Rosa Luxemburg à cet égard²⁹ sont accessibles à tous ceux qui veulent les lire, puisque c'est à partir des années 1960 que cette remarquable marxiste commença à sortir de l'oubli où le communisme d'inspiration soviétique l'avait reléguée. On connaît beaucoup moins Henk Sneevliet³⁰, un marxiste néerlandais qui, en plus de ses activités au sein du parti, militait également dans le syndicat des cheminots. Entré en conflit avec la faction modérée, qui contrôlait le parti et la majorité des syndicats, Sneevliet partit en 1913 pour les Indes orientales, aujourd'hui l'Indonésie, qui était alors une colonie néerlandaise, où il participa à la fondation de l'Association sociale-démocrate des Indes – les partis marxistes s'appelaient alors sociaux-démocrates – dont les membres étaient à la fois néerlandais et indonésiens. L'Association prônait une stricte orientation de classe, puisqu'elle combattait à la fois le colonialisme et les élites autochtones. Entre-temps, Sneevliet commença à militer dans le syndicat des chemins de fer, le seul aux Indes orientales qui réunissait Hollandais et indigènes; il réussit à lui faire adopter une orientation radicale, au point qu'il deviendra plus tard l'embryon du mouvement communiste dans cette colonie.

Je ne peux évoquer ici la carrière ultérieure de Sneevliet, ses conflits avec la majorité de la direction du Parti communiste néerlandais; sa participation à la lutte anticoloniale au sein de la Troisième Internationale; son opposition à la politique menée par l'Union soviétique, la fondation du RSP, Parti révolutionnaire socialiste, en 1927; son désaccord avec le sectarisme de Trotsky; sa lutte clandestine contre l'occupant nazi pendant la Seconde Guerre mondiale, jusqu'à son arrestation et son exécution en 1942.

Cependant, je veux souligner que, pour Sneevliet et les autres marxistes qui défendaient la même orientation, la lutte contre le colonialisme était inséparable de la lutte contre les classes dirigeantes autochtones. L'émancipation des peuples n'était pas considérée comme un objectif spécifique ni comme une étape préalable d'un processus, et la lutte de classe des exploités n'était pas détournée vers la construction d'États nationaux. Cette stratégie atteignit son apogée pendant la Seconde Guerre mondiale. Dans les conditions difficiles de la clandestinité, dans un Pays-Bas occupé par les troupes nazies, Sneevliet orienta son parti vers le rejet de toutes les bourgeoisies et de toutes les bureaucraties, quel que soit le camp qu'elles avaient choisi dans le conflit, et leur opposa un «troisième front», celui de la classe ouvrière internationale.

²⁸ La lettre d'Engels à Kautsky de février 1882 sur la question polonaise figure dans Paul W. Blackstock et Bert F. Hoselitz (dir.) *The Russian Menace to Europe, by Karl Marx and Friedrich Engels*, Free Press, 1952, p. 117.

²⁹ Cf. Rosa Luxemburg, *La question nationale et l'autonomie*, Le Temps des cerises, 2001. Disponible également en ligne (NdT).

³⁰ Cf. sa biographie: *Henk Sneevliet* par Fritjof Tichelman, La Brèche, 1988 ainsi que les notes biographiques ou articles disponibles sur le Net, notamment sur les sites maitron.fr, bataillesocialiste.wordpress.com et lcr-lagauche.org (NdT).

De la guerre à la révolution

Mais revenons à l'époque qui m'intéresse ici. Ceux qui, au sein de la Deuxième Internationale, défendaient une orientation internationaliste accueillirent avec enthousiasme les insurrections militaires, puis les grèves ouvrières et les soulèvements paysans qui, entre 1916 et 1918, des tranchées de France aux steppes russes, en passant par l'Allemagne, l'Italie, la Bulgarie et l'Empire austro-hongrois, s'opposèrent au carnage de la Première Guerre mondiale. Les révolutions qui eurent lieu en Russie en 1917 furent l'expression victorieuse d'un mouvement beaucoup plus large qui traversa la majeure partie de l'Europe. On aurait pu s'attendre, alors, à ce que le récent régime soviétique poursuive la stratégie de la désintégration interne des nations et des nationalismes en internationalisant la lutte de la classe ouvrière et des paysans misérables dans les espaces coloniaux, mais ce ne fut pas le choix opéré. Au contraire, la lutte de classe supranationale, avec laquelle les soldats et les ouvriers s'opposaient à la guerre, fut détournée vers la construction d'un État national révolutionnaire.

La date décisive dans ce processus fut le traité de paix que le gouvernement soviétique signa en mars 1918 à Brest-Litovsk avec les puissances centrales, c'est-à-dire l'Allemagne, l'Empire austro-hongrois et l'Empire ottoman. En renforçant la position des puissances centrales et en leur cédant l'Ukraine, le traité de Brest-Litovsk impliquait que le jeune pouvoir soviétique allait donner la priorité à la construction de l'État sur l'internationalisation de l'insurrection. Au début des pourparlers de Brest-Litovsk, Trotsky avait distribué des tracts aux soldats des puissances centrales qui formaient la garde d'honneur, tracts destinés à les inciter à la révolution. Cependant, au cinquième congrès des soviets, qui se réunit en juillet 1918, il présenta et fit adopter un décret³¹ scélérat: ce texte condamnait à la prison quiconque organiserait des actions d'agitation contre les autorités allemandes et austro-hongroises occupant l'Ukraine, et il menaçait également de fusiller ceux qui participeraient à des opérations de guérilla contre les armées des puissances centrales. Dans la mesure où le traité de Brest-Litovsk soulageait la pression militaire sur les puissances centrales, il entrava les mouvements insurrectionnels des soldats allemands et austro-hongrois et les mouvements de grève dans les deux pays. Les conséquences de ce traité au sein de l'État soviétique ne furent pas moins graves que ses effets extérieurs. L'aile gauche du parti communiste bolchevik s'était vigoureusement opposée au cours que prenaient les pourparlers de paix (elle fut d'ailleurs battue d'ailleurs par une marge très étroite), et le Parti socialiste-révolutionnaire de gauche, qui formait un gouvernement avec les communistes, avait également combattu cette politique. Avec la signature du traité, les socialistes-révolutionnaires de gauche abandonnèrent le gouvernement et se mirent à lutter contre Lénine et ses partisans, allant jusqu'à recourir au terrorisme. Les mesures répressives alors prises par la direction du Parti communiste bolchevik marquèrent l'instauration d'un régime de parti unique et de la dictature du parti, avec les résultats que l'on sait.

³¹ Cf. Isaac Deutscher, *Trotsky. I : Le prophète armé (1879-1921)*, Julliard et Union Générale d'Éditions (10/18), 1972, vol. II, pp. 244-245 et Parti des socialistes-révolutionnaires de gauche (internationalistes), *La Russie socialiste (Événements de juillet 1918)*, Reggiani, 1918 (reproduction en fac-similé dans *Les socialistes-révolutionnaires de gauche dans la révolution russe. Une lutte méconnue*, Spartacus, 1983, pp. 59-60.

Le rôle de Trotsky dans la délégation soviétique à Brest-Litovsk

Dès lors, le parti communiste soviétique fit systématiquement passer les intérêts de son État avant les intérêts révolutionnaires des travailleurs des autres pays. Une brochure publiée en 1918 par les bolcheviks pour défendre le traité de Brest-Litovsk affirmait qu'«*en soutenant le pouvoir soviétique, nous soutenons de la meilleure et de la plus efficace des manières le prolétariat de tous les pays*» et qu'«*aucun échec pire pour la cause du socialisme ne pourrait maintenant se produire que l'effondrement du pouvoir soviétique en Russie*³²». Et il en tirait la conclusion logique. «*Nous sommes des “défensistes”³³. Depuis le 25 octobre 1917, nous avons gagné le droit de défendre la patrie [...] nous défendons la patrie contre les impérialistes [...] nous proclamons que les intérêts du socialisme, les intérêts du socialisme mondial, sont supérieurs aux intérêts nationaux, supérieurs aux intérêts de l'État. Nous sommes des “défensistes” de la patrie socialiste*³⁴». Grâce à cette manipulation perverse d'un concept, dans lequel un mot en vient à signifier l'exact opposé, l'internationalisme fut identifié au patriotisme soviétique.

Les actes du pouvoir soviétique finirent par correspondre au discours tenu dans cette brochure.

Lorsque les bolcheviks décidèrent de publier les traités secrets du tsar, Trotsky avait écrit : «*La suppression de la diplomatie secrète est la condition préalable pour une politique étrangère honnête, populaire et authentiquement démocratique*³⁵». Mais quelques mois plus tard, face à l'intervention militaire du Royaume Uni et de la France dans la guerre civile russe, les dirigeants bolcheviks recoururent précisément à la diplomatie secrète. Le 1^{er} août 1918, le commissaire du peuple aux Affaires étrangères, Tchitcherine, proposa à l'ambassadeur d'Allemagne que les troupes allemandes, soutenues par l'armée finlandaise pénétrant en territoire russe pour aider les Soviétiques à combattre les Britanniques. (Rappelons que, deux mois et demi plus tôt, cette même armée finlandaise avait écrasé les communistes de son pays au cours d'une sanglante guerre civile.) La proposition eut des conséquences pratiques. La version publique de l'un des accords signés avec le gouvernement allemand le 27 août 1918³⁶ annonça que le gouvernement soviétique renonçait à ses droits souverains sur l'Estonie et la Lettonie et reconnaissait l'indépendance de la Géorgie, alors protectorat allemand. Mais un échange secret de notes diplomatiques établit que la Russie soviétique s'engageait à «*employer tous les moyens à sa disposition pour expulser les forces de l'Entente*», en pratique les troupes françaises et britanniques, «*des territoires septentrionaux de la Russie, conformément à son statut de neutralité*» ; si elle n'y parvenait pas, l'Allemagne «*sera contrainte d'entreprendre cette action, si nécessaire avec l'aide des troupes finlandaises*», et la Russie «*ne considérera pas cette intervention comme un acte hostile*». Une révolution commencée dans une perspective internationaliste avait atteint le summum de la dégénérescence nationaliste. En présentant les

³² Cf. Edward Hallett Carr, *A History of Soviet Russia. The Bolshevik Revolution, 1917-1923*, Penguin, 1966, vol. III, p. 67. (E.H. Carr, *La révolution bolchevique. 3. La Russie soviétique et le monde*, Éditions de Minuit, 1974.)

³³ Le «défensisme» était une expression péjorative employée par l'extrême gauche de la Seconde Internationale pour désigner la politique suivie par la majorité des partis socialistes en 1914. Ceux-ci choisirent de voter les crédits de guerre et de soutenir leur propre bourgeoisie durant la première guerre mondiale. Face aux «défensistes» on trouvait les partisans du «défaitisme révolutionnaire» dont Lénine, Liebknecht, Luxemburg et même... Trotsky (*NdT*).

³⁴ Cf. Edward Hallett Carr, *A History of Soviet Russia. The Bolshevik Revolution, 1917-1923*, Penguin, 1966, vol. III, p. 67. (E.H. Carr, *La révolution bolchevique. 3. La Russie soviétique et le monde*, Éditions de Minuit, 1974.)

³⁵ Cf. Deutscher, vol. II, *op. cit.*, p. 163

³⁶ Cf. E.H. Carr, vol. III, *op. cit.*, p. 94 et 95.

accords publics du 27 août pour ratification au Comité exécutif central panrusse des Soviets, Tchitcherine mentionna la «*coexistence pacifique*» des deux États, anticipant une terminologie qui sera largement utilisée plus tard. Mais comme les Allemands étaient dans une situation militaire catastrophique, ils ne purent s'engager dans de nouvelles aventures et ne profitèrent pas des bonnes dispositions du gouvernement soviétique.

A cette époque, la politique étrangère soviétique prit une tournure nationaliste sous l'impulsion de Trotsky, aux côtés de Lénine. Dans un livre publié en 1920 et qui visait à répondre à l'un des plus éminents théoriciens de la social-démocratie allemande, Trotsky écrivait dans *Terrorisme et communisme* : « *C'est en automne 1918, après la débâcle des armées allemandes, que nous avons traversé le moment le plus critique de notre situation internationale. Au lieu de deux camps puissants, qui se neutralisaient plus ou moins l'un l'autre, nous avons devant nous l'Entente victorieuse, au sommet de sa puissance mondiale, et l'Allemagne écrasée*³⁷ [...] ». Les dirigeants bolcheviks, qui avaient auparavant invoqué le retard de la révolution allemande pour justifier la capitulation à Brest-Litovsk, se lamentèrent ensuite sur le fait que la révolution allemande d'octobre et novembre 1918 avait mis en péril la sécurité de l'État soviétique en détruisant l'équilibre des forces. Ils avaient remplacé la politique étrangère fondée sur l'expansion des processus insurrectionnels par la vieille diplomatie des manœuvres entre blocs impérialistes rivaux.

Durant les premiers mois de 1920, alors que la guerre civile semblait définitivement terminée, le gouvernement soviétique répéta sur tous les tons son désir de coexistence pacifique avec les États capitalistes. Cette orientation n'était pas dictée par une quelconque apathie du mouvement ouvrier dans les autres pays, puisque les actions menées par les ouvriers européens en faveur du régime bolchevique étaient alors de plus en plus nombreuses et efficaces. La politique étrangère de Moscou avait non seulement cessé de dépendre du processus révolutionnaire international, mais pouvait même franchement s'y opposer, et la ligne adoptée à l'Ouest fut reproduite à l'Est. Le 4 juin 1920, Trotsky, commissaire du peuple à la Guerre, envoya la note secrète suivante à Tchitcherine, avec des copies à Lénine, Kamenev, Krestinsky et Boukharine : « *Toutes les informations sur la situation à Khiva, en Perse, à Boukhara et en Afghanistan confirment le fait qu'une révolution soviétique dans ces pays nous causerait actuellement les plus grandes difficultés [...] jusqu'à ce que la situation à l'ouest soit stabilisée et que nos industries et nos transports connaissent une amélioration, une expansion soviétique à l'est pourrait s'avérer non moins dangereuse qu'une guerre à l'ouest [...] une révolution soviétique potentielle à l'est est à notre avantage aujourd'hui principalement comme un élément important dans les relations diplomatiques avec l'Angleterre. Il s'ensuit que : 1) à l'est, nous devons nous consacrer au travail politique et éducatif [...] et en même temps recommander toute la prudence possible quant aux actions calculées pour exiger notre soutien militaire, ou susceptibles de l'exiger ; 2) nous devons continuer par tous les moyens à insister, par toutes les voies possibles, sur notre volonté de parvenir à un accord avec l'Angleterre en ce qui concerne l'Orient*³⁸. »

Des conceptions de ce type étaient courantes parmi les conseillers soviétiques en matière de politique étrangère. L'anarchiste nord-américain Alexander Berkman, qui, avec d'autres révolutionnaires, avait été déporté en Union soviétique, nota dans son journal, le 24 février 1920, une conversation avec Karakhan au cours de laquelle le commissaire du peuple adjoint aux Affaires étrangères lui avait dit à l'époque qu'en Inde «*le mouvement était révolutionnaire,*

³⁷ Trotsky affirma que la révolution allemande avait mis en danger l'État soviétique dans *Terrorisme et Communisme (L'Anti-Kautsky)*, UGE (10/18), 1963, p. 191. [N'ayant pas cette version, je n'ai pas pu retrouver la citation exacte, *NdT.*]

³⁸ Cf. Jan M. Meijer (dir.) *The Trotsky Papers, 1917-1922*, Mouton, 1964-1971, vol. II, p. 209.

quoique de caractère nationaliste, à son avis, et pouvait être exploité pour tenir l'Angleterre en échec³⁹». Nous voyons ici, en quelques mots, comment l'État soviétique eut intérêt à ce que la lutte de classe dans les territoires colonisés se convertisse en une lutte nationale.

Cette politique eut des effets catastrophiques pour le prolétariat des colonies et des pays semi-colonisés. Je me limiterai à ce qui se passa en Perse et en Turquie.

Le gouvernement bolchevique avait initialement soutenu le mouvement communiste perse embryonnaire. Au printemps 1920, il apporta une aide militaire au nationaliste révolutionnaire Koutchek Khan et l'aida à créer une république soviétique indépendante dans la province septentrionale de Guilan, où il jouissait d'une grande popularité. A l'automne de cette année-là, cependant, les relations de Moscou avec Téhéran s'améliorèrent considérablement et, tout en continuant à soutenir la république de Guilan, la direction bolchevique décida de limiter les activités du petit Parti communiste iranien⁴⁰ ; par conséquent, elle lui donna pour instruction de déclarer que la révolution dans ce pays ne deviendrait possible qu'après que la phase bourgeoise des transformations socio-économiques aurait été menée à son terme.

Il faut se rappeler que cette question avait précisément divisé les bolcheviks et les mencheviks. Jusqu'en 1917, ces deux courants du marxisme russe s'accordaient à dire que le retard des forces productives du pays imposait à la révolution un caractère bourgeois. Mais alors que les mencheviks affirmaient qu'une révolution de caractère bourgeois devait être dirigée par la bourgeoisie, Lénine soutenait que, étant donné la faiblesse sociale et politique de la bourgeoisie russe, seul le prolétariat serait capable de diriger le processus révolutionnaire. Ainsi, pour les bolcheviks, la mission du prolétariat russe était de mener une révolution de caractère bourgeois. Seuls Trotsky et le petit groupe qui l'entourait avaient, avant 1917, une opinion différente: ils considéraient que, parce que le prolétariat prendrait l'initiative, la révolution bourgeoise acquerrait rapidement un caractère socialiste. Mais, quelques années plus tard, les dirigeants bolcheviques, et Trotsky avec eux, voulurent imposer aux communistes perses ces mêmes thèses mencheviques. En effet, elles impliquaient une alliance entre le prolétariat et la bourgeoisie de ce pays, transformant ainsi la lutte des classes en un mouvement nationaliste.

Blumkine

En février 1921, un coup d'État installa à Téhéran une dictature nationaliste et modernisatrice. Le fait que le nouveau régime fut farouchement anticomuniste et persécuta systématiquement l'extrême gauche n'empêcha pas le gouvernement soviétique de signer avec lui un traité qui reconnaissait à Moscou le droit d'intervenir militairement en Perse si la Grande-Bretagne l'envahissait avec des intentions hostiles aux Soviétiques et si le gouvernement perse était incapable par lui-même d'empêcher cette agression. Les équilibres géopolitiques avaient

³⁹ Cf. Alexandre Berkman, *Le mythe bolchevik*, La Digitale - Calligrammes, 1987, p. 60.

⁴⁰ Cette organisation devait être groupusculaire car, selon V.L. Genis, la plupart des militants du Parti communiste iranien étaient turcs et ne parlaient pas le persan ! Cf. Vladimir L. Genis, «Les bolcheviks au Guilan. La chute du gouvernement de Koutchâk Khân (juin-juillet 1920)», *Cahiers du monde russe*, N° 40/3, 1999 (journals.openedition.org.). Cet article se concentre sur les rapports conflictuels entre Koutchâk Khân et les envoyés locaux de Moscou plutôt «maximalistes» et ignorant des réalités locales, qu'elles soient religieuses ou sociales. Il évoque aussi le coup d'État victorieux et éphémère des communistes iraniens contre Koutchâk Khân. On pourra lire également cette courte biographie de Koutchâk Khân (<http://www.teheran.ir/spip.php?article1254#gsc.tab=0>) qui explique pourquoi il est encore populaire aujourd'hui. Apparemment, il ne mourut pas «pendu», mais de faim et de froid, dans les montagnes, pourchassé par les troupes de Reza Khân (qui fut couronné shah, quelques années plus tard, en 1926) (*NdT*).

fini par l'emporter sur les processus révolutionnaires, ce qui conduisit les dirigeants soviétiques à suspendre le soutien apporté aux communistes persans et aux nationalistes radicaux de la république de Guilan. En outre, les troupes britanniques ayant quitté la Perse en mai 1921, les Soviétiques, conformément au traité qu'ils venaient de signer, étaient tenus de retirer les forces militaires qui protégeaient Guilan. Au cours de l'été de cette année-là, Koutchek tenta de marcher sur Téhéran, parce qu'il comptait toujours sur l'aide de quelques personnalités soviétiques, mais l'expédition fut un fiasco et, en septembre, Moscou interrompit son soutien politique et rappela ses troupes. Le mois suivant, le régime de Téhéran, avec l'approbation soviétique, occupa militairement Guilan et pendit Koutchek.

Des années plus tard, Victor Serge, qui avait été un ami de Blumkine, révolutionnaire dont la courte vie fut remplie d'aventures et d'exploits extraordinaires, se souvint de ce qu'il lui avait raconté sur ces événements. «*Mon histoire persane ? Nous étions là-bas quelques centaines de Russes haillonneux [...] Nous reçûmes un jour du Comité central un télégramme: "Arrêtez les frais, plus de révolution en Iran." [...] Sans cela, nous serions arrivés à Téhéran*⁴¹.»

«*Sans cela*», mais derrière ce télégramme se cachait une longue histoire.

L'orientation de la lutte de classe vers des objectifs étroitement nationalistes inspira également la politique soviétique envers la Turquie. Après avoir habilement exploité un mouvement paysan qui, en 1919 et 1920, avait abouti à la formation d'une véritable armée et à la création de nombreux soviets locaux, Mustafa Kemal réussit, à la fin de 1920 et au début de 1921, à désarticuler ce mouvement, à liquider ou à disperser ses principaux dirigeants, et à assimiler ce qui restait de ses bases sociales de soutien. Peu après, il déclencha la répression contre les organisations communistes qui, bien que petites, étaient vigoureuses ; et, en janvier 1921, il envoya des agents sur le territoire soviétique pour assassiner l'un des militants turcs les plus connus, Mustafa Suphi, ainsi que seize de ses camarades. Rien de tout cela ne refroidit la sympathie que les dirigeants bolcheviques nourrissaient pour Mustafa Kemal et son régime. En effet, le préambule du traité soviéto-turc signé en mars 1921 souligna la solidarité des deux pays «*dans la lutte contre l'impérialisme*» et l'un des articles de ce document proclama l'existence d'une «*affinité mutuelle entre le mouvement de libération nationale des peuples d'Orient et la lutte des ouvriers de Russie pour un nouvel ordre social*⁴²». Dans le cas du régime de Mustafa Kemal, l'anti-impérialisme se réduisait à une politique antibritannique, puisque Mustafa Kemal n'était pas moins impérialiste envers les petites nationalités périphériques et les autres peuples soumis à la domination turque. Mais la convergence des intérêts géopolitiques suffisait pour que Moscou ferme les yeux sur le sous-impérialisme turc et sur le meurtre et l'emprisonnement des communistes.

Quelques mois après la signature du traité, le gouvernement turc informa Moscou qu'il avait décidé de libérer les communistes emprisonnés et de traduire en justice les responsables du meurtre de Suphi. Les Soviétiques soutinrent militairement la Turquie à un stade avancé de la guerre contre la Grèce en 1921 et 1922, et grâce à cela, ainsi qu'à l'aide apportée par la diplomatie soviétique à l'occasion de la conférence de Gênes, le Parti communiste turc put bénéficier de huit mois d'activité légale, après plus d'un an de persécution intense. Mais, en octobre 1922, après avoir vaincu les Grecs, Mustafa Kemal avait désormais intérêt à se rapprocher de la Grande-Bretagne et il n'avait plus besoin de l'aide de Moscou. Il reprit donc sa chasse aux communistes. En novembre de la même année, lors d'une des sessions du quatrième congrès de la Troisième Internationale, le chef de la délégation turque regretta que son parti fut toujours victime de la répression, bien qu'il ait obéi aux recommandations du deuxième congrès et soutenu le gouvernement de Mustafa Kemal. Les dirigeants de

⁴¹ Victor Serge, *Mémoires d'un Révolutionnaire et autres écrits politiques (1908-1947)*, Robert Laffont, 2001, p. 711.

⁴² E.H. Carr, vol. III, *op. cit.*, p. 303.

l'Internationale communiste restèrent inflexibles et Karl Radek, personnalité la plus influente dans les coulisses de cette organisation, rappela aux camarades turcs les instructions qu'ils avaient reçues. «*Dès que vous vous serez organisés en tant que parti autonome, votre première tâche sera de soutenir le mouvement pour la liberté nationale en Turquie*⁴³.» Au même congrès, Boukharine posa la question en termes de principe général, déclarant que l'Union soviétique pouvait «*établir des alliances militaires avec un pays bourgeois afin d'affronter un autre pays bourgeois*⁴⁴».

Que se passa-t-il, cependant, lorsque les chefs du «*mouvement pour la liberté nationale*» décidèrent de se passer brutalement du soutien des communistes locaux ? Sans s'embarrasser de ces détails, le congrès érigea la Turquie en «*bastion avancé de l'Orient révolutionnaire*». Et, durant le douzième congrès du Parti communiste russe, en avril 1923, Boukharine considéra que la Turquie, «*malgré les persécutions dont sont victimes les communistes, joue un rôle révolutionnaire du fait qu'elle est un instrument destructeur par rapport au système impérialiste considéré dans son ensemble*⁴⁵».

Selon cette admirable dialectique, un régime pouvait être qualifié de «révolutionnaire» sur la base de considérations strictement géopolitiques, lorsque son orientation extérieure était favorable à l'État soviétique dans la confrontation avec d'autres puissances, sans que l'on accorde la moindre importance au caractère contre-révolutionnaire de ce régime sur le plan social interne, le seul où de telles questions devaient être analysées.

La confrontation entre l'orientation nationaliste et l'orientation de classe traversa les rangs des partis communistes. On assista ainsi à l'apparition de deux courants : une aile gauche, qui prôna la lutte non seulement contre les grandes puissances impérialistes mais aussi contre les classes dirigeantes locales; et une aile soutenue par la Troisième Internationale, qui donnait la priorité à la lutte contre l'impérialisme étranger et soutenait à cette fin la bourgeoisie nationale et la technocratie modernisatrice. Alors que l'évolution de la base sociale des partis communistes, aggravée par la répression locale et l'ingérence de Moscou, contribuait à la marginalisation puis à l'expulsion des tendances de gauche, ces partis devinrent des chambres d'écho du nationalisme au sein de la classe ouvrière. La lutte des classes fut remplacée par la géopolitique.

⁴³ E.H. Carr, vol. III, *op. cit.*, p. 476.

⁴⁴ Stephen F. Cohen, *Bukharin. Uma biografia política, 1888-1938*, Paz e Terra, 1990, p. 174. (Stephen F. Cohen, *Nicolas Boukharine. La vie d'un bolchevik* François Maspero, collection «Bibliothèque socialiste», 1973.)

⁴⁵ E.H. Carr, vol. III, *op. cit.*, pp. 478 et 479.

ANNEXE: Réponse de l'auteur à plusieurs questions d'internautes à propos de Trotsky

J'ai écrit un livre, auquel j'ai donné le titre *Contra Trotsky*, si je ne me trompe pas en 1972. Le manuscrit était complet et prêt, mais je ne l'ai pas publié et n'ai pas l'intention de le faire. Les principales conclusions de ce livre, et même une partie de la documentation sur laquelle je me suis appuyé, se trouvent dans la seconde édition de *Labirintos do Fascismo* (pages 615-667), disponible sur le Net.

(...) Trotsky était un théoricien très intéressant, qui avait une pensée agile et créative, mais, précisément à cause de cela, il a beaucoup évolué, ses opinions se sont transformées et, à certains égards, elles étaient franchement contradictoires. Cependant, en tant que dirigeant politique, il a essayé de présenter sa pensée comme étant faite d'un seul bloc, ce qui l'a conduit à des contorsions et à des acrobaties, en présentant ce qui était dit pour ce qui n'était pas dit et en essayant de masquer certaines positions qu'il avait prises auparavant. Pire encore, il a tenté de nous faire oublier certains de ses ouvrages, notamment le *Rapport de la délégation sibérienne* et *Nos tâches politiques*⁴⁶. [...] Mais si Trotsky a ressenti le besoin de cacher certaines de ses œuvres ou de dénaturer le contenu d'autres de ses textes, la question est encore plus évidente pour ses disciples. Si les lecteurs de *Passa Palavra* lisent les deux ouvrages que j'ai mentionnés, ils comprendront pourquoi. Ou s'ils lisent *Terrorisme et Communisme*. Ou s'ils connaissent la défense systématique du travail forcé comme moyen de parvenir au communisme. [...] Cependant, l'agilité intellectuelle et la créativité de Trotsky l'empêchaient de se cantonner à des positions absolues. Dans *Labirintos do fascismo*, vous verrez que, parmi les théoriciens de l'époque, je considère que ce sont Franz Neumann et Trotsky qui sont allés le plus loin dans la compréhension du phénomène fasciste. Neumann s'est limité à l'analyse du national-socialisme allemand, alors que Trotsky a analysé le fascisme de manière globale. Même si je ne suis pas d'accord avec certains aspects de son analyse, je la trouve non seulement intéressante mais, en fait, indispensable.

[...] Les marxistes – pas Marx, mais les marxistes – ont un grave problème: ils cessent d'utiliser les contradictions et la perspective historique, ils cessent d'utiliser la dialectique lorsqu'ils ont affaire à Marx, ou à tout autre personnage de leur dévotion. Dans *Labirintos do fascismo*, je me montre très critique à l'égard de Trotsky en ce qui concerne l'orientation économique qu'il a défendue après Octobre 1917 et pendant la guerre civile, et je critique également les contorsions et déformations qu'il a opérées au fil du temps sur sa thèse initiale de la révolution permanente. Mais j'apprécie beaucoup ses analyses du fascisme. Je considère que, à cette époque, parmi les marxistes, personne ne comprenait aussi bien le fascisme que Trotsky.

⁴⁶ *Nos tâches politiques* ([1904], Belfond 1970) est disponible sur le site marxists.org. Quant au *Rapport de la délégation sibérienne* (1903), il a été édité par Spartacus, en 1970 (*NdT*).

3. Le KPD et l'extrême droite nationaliste

Le KPD (Parti communiste allemand), tout en essayant de doubler la social-démocratie par la gauche, essaya de doubler les nazis par la droite.

Au début, Rosa Luxemburg était la figure de référence des communistes allemands et, à ce titre, elle défendait de façon intransigeante l'internationalisme de la lutte de classe, contre toutes les alliances à caractère nationaliste. Elle écrivit en 1918, peu avant d'être assassinée : «*Les bolcheviks devaient apprendre à leurs dépens et à ceux de la révolution que, sous le règne du capitalisme, il n'y a pas de libre détermination des peuples, que, dans une société de classes, chaque classe de la nation cherche à se "déterminer" d'une manière différente, que, pour les classes bourgeoises, les considérations de liberté nationale passent complètement après celles de la domination de classe*⁴⁷».

Sur ce point, Rosa Luxemburg se trompait : les bolcheviks n'en tirèrent aucune leçon, car pour eux, les intérêts de l'État national et les stratégies géopolitiques prévalaient déjà à cette époque. Après la mort de Rosa, Paul Levi⁴⁸ lui succéda à la tête du parti, puis il démissionna de son poste en 1921 et fut exclu de l'organisation. Dès lors, et sous l'influence directe des représentants de la Troisième Internationale, les thèmes idéologiques et organisationnels hérités de Rosa Luxemburg furent éliminés et remplacés par le léninisme.

Après avoir reçu à la fin de 1920 l'adhésion de l'aile gauche du Parti social-démocrate indépendant (USPD), le KPD devint rapidement le deuxième parti le plus important au monde, après le parti soviétique. Et comme l'économie allemande était l'une des plus développées, tout ce qui se passait chez les communistes allemands avait immédiatement une répercussion mondiale.

En janvier 1923, des troupes françaises et belges occupèrent la Ruhr, l'une des provinces allemandes les plus industrialisées, afin de contraindre le pays épuisé à payer les arriérés des réparations de guerre qui avaient été imposées par le traité de Versailles. Le gouvernement allemand dut accepter, en août 1924, un plan nord-américain pour que les troupes d'invasion acceptent de partir en juillet et août 1925. Si la signature du traité de Versailles avait été considérée par l'extrême droite allemande comme un déshonneur national, et par l'extrême gauche comme une soumission à l'impérialisme français, ces sentiments furent portés à leur paroxysme avec l'occupation de la Ruhr. Quatre jours avant l'entrée des armées étrangères, une conférence des partis communistes d'Allemagne, de France, de Belgique, d'Italie, des Pays-Bas et de Tchécoslovaquie avait décidé d'appeler à la résistance ; mais cette proclamation internationaliste, qui semblait annoncer une lutte de classe par-delà les frontières, finit par laisser place à une action strictement nationaliste, à une alliance de classes à l'intérieur du pays. La date décisive de ce tournant, dont les répercussions sur le communisme mondial furent si profondes qu'elles se font encore sentir aujourd'hui, fut le discours prononcé le 20 juin 1923

⁴⁷ *La révolution russe*, essai posthume, disponible sur marxists.org. La dernière édition papier est parue aux Éditions de l'Aube en 2013, en attendant qu'elle soit incluse dans les *Œuvres complètes*, publiées par Agone et le Collectif Smolny (NdT).

⁴⁸ Paul Levi (1883-1930): avocat, membre du SPD, il soutient Rosa Luxemburg dès 1914. Il démissionne du KPD en février 1921 et condamne l'«action de mars» 1923 (tentative ratée de déclencher une grève générale et de prendre le pouvoir). Il rallie le SPD dont il sera député jusqu'à sa mort (NdT).

par Radek⁴⁹, devant le Comité exécutif de l'Internationale communiste, en hommage à Leo Schlageter, militant d'extrême droite que les troupes d'occupation de la Ruhr avaient fusillé le mois précédent.

Karl Radek n'est aujourd'hui connu que des historiens spécialisés dans cette période, mais il joua un rôle considérable dans l'expansion mondiale de l'influence soviétique. La diplomatie officielle du jeune État avait été confiée à Tchitcherine, diplomate de carrière et bolchevik, et à Karakhan⁵⁰, que Curzio Malaparte considérait comme le plus bel homme de Russie⁵¹, une opinion surpassée par la femme de l'ambassadeur allemand à Moscou, qui le tenait pour le mâle le plus beau de toute l'Europe. Mais dans la diplomatie secrète de l'Internationale communiste, la première place jusqu'à la mort de Lénine revint à Radek. Bruce Lockhart, l'un des principaux agents secrets britanniques actifs en Russie pendant la révolution, a décrit Radek de manière pittoresque comme un mélange d'instituteur et de bandit de grand chemin, qui portait toujours un énorme revolver à la ceinture et des livres sous le bras⁵².

Le 25 mars 1923, le principal organe du KPD publia un article de Radek dans lequel ce dernier reprochait aux communistes allemands d'avoir oublié de lutter «*au nom du peuple tout entier*», notamment au nom de ceux qui, bien que n'appartenant pas au prolétariat, souffraient de la grave crise économique. Il proposa que les communistes rivalisent avec l'extrême droite pour mobiliser les couches sociales paupérisées, qui n'appartenaient pas à la classe ouvrière, et cette orientation fut adoptée en mai de la même année par le Comité exécutif de la Troisième Internationale, en ces termes : «*Le Parti communiste allemand doit faire comprendre clairement aux masses nationalistes de la petite bourgeoisie et des intellectuels que seule la classe ouvrière, une fois sa victoire acquise, sera capable de défendre le territoire allemand, les trésors de la culture allemande, l'avenir de la nation*⁵³.»

L'organe suprême du communisme mondial décréta que les communistes devaient prendre la défense de l'entité nationale et des valeurs nationales. Quelques jours plus tard, le Comité central du KPD reprit ce thème, jusqu'à ce que le 12 juin, lors d'une réunion élargie du Comité exécutif de la Troisième Internationale, Radek se félicite du fait que la droite nationaliste avait fini par voir un allié dans le KPD : «*Il est significatif qu'un journal national-socialiste s'élève violemment contre les soupçons dont les communistes sont l'objet; il le signale comme un parti combattif, qui devient de plus en plus national-bolcheviste*⁵⁴.»

Avec sa désinvolture habituelle, Radek expliqua que le «national-bolchevisme» qu'il avait critiqué trois ans plus tôt était désormais un phénomène positif. «*Le national-bolchevisme signifiait en 1920 une tentation en faveur de certains généraux; aujourd'hui, il traduit le*

⁴⁹ Karl Radek (1885-1940 ?): milite dès 18 ans dans différents pays (Allemagne, Suisse, Russie). Personnage controversé, il occupe un rôle important dans les différents tournants stratégiques de l'Internationale communiste ; il rejoint les opposants à Staline en 1926, est exclu du Parti puis emprisonné. Libéré quand il capitule en 1929, il jouera un jeu trouble pendant les procès de Moscou en 1937 et mourra en camp de concentration (NdT).

⁵⁰ Lev Karakhan (1889-1937): d'abord menchevik, il rejoint les bolcheviks quatre mois avant la révolution et participe aux préparatifs du coup d'État d'Octobre. Collaborateur de Trotsky durant les pourparlers de paix de Brest-Litovsk, il entame une brillante carrière diplomatique en signant des accords importants avec l'Iran, l'Afghanistan, la Chine et la Turquie. Arrêté en mai 1937 pour avoir participé à une pseudo «conspiration profasciste», il est fusillé, mais sera réhabilité en 1956 (NdT).

⁵¹ Cf. Curzio Malaparte, *Le Bal au Kremlin*, Denoël, 2005, p. 33.

⁵² Cf. Bruce Lockhart, *Memoirs of a British Agent*, Folio, 2003, pp. 183-184.

⁵³ Pierre Broué, *Révolution en Allemagne, 1917-1923*, Éditions de Minuit, 1971, pp. 723-726. (Livre disponible également sur marxists.org, NdT.)

⁵⁴ P. Broué, *op. cit.*, pp. 723-726.

*sentiment unanime que le salut est entre les mains du parti communiste. Nous sommes seuls capables de trouver une issue à la situation actuelle de l'Allemagne. Mettre la nation au premier plan, c'est en Allemagne comme dans les colonies, faire acte révolutionnaire*⁵⁵»

Commentant de manière appréciative ce discours, Zinoviev, figure de proue de la Troisième Internationale à cette époque, loua le KPD pour ne pas avoir interprété «*son caractère de classe dans un sens corporatif*⁵⁶», ce qui signifiait, si les mots avaient un sens, que le caractère de classe était devenu excellent quand il abandonnait sa nature de classe. Trois jours plus tard, le 15 juin, toujours devant le Comité exécutif de l'Internationale communiste, Radek insista sur la vocation nationale-bolcheviste du prolétariat allemand en déclarant que «*seule la classe ouvrière peut sauver la nation*».

Enfin, cinq jours plus tard, Karl Radek prononça dans la même assemblée le discours devenu célèbre, en hommage à Leo Schlageter. Ce militant d'extrême droite aurait été «*le marcheur du néant*⁵⁷» si ses camarades des corps francs et des organisations civiles fascistes n'avaient pas commencé à donner un sens social positif aux aspirations nationalistes, abandonnant leur hostilité contre l'Union soviétique pour affronter exclusivement l'impérialisme occidental, et s'appuyant sur la classe ouvrière au lieu d'écraser les grèves et les révoltes en se mettant au service des grands capitalistes. Il s'agissait, en somme, d'attirer les fascistes dans le camp soviétique. Radek formula ces thèses de manière plutôt prudente, laissant entendre qu'il fallait former un front uni non seulement contre le capital britannique et français mais aussi contre le capital allemand. Mais les implications de ses paroles étaient inévitables.

Radek avait créé un espace et cet espace accueillerait plus tard l'une des convictions les plus profondément enracinées de l'orthodoxie moscovite. En effet, l'orateur affirmait que le grand capital allemand n'avait aucune base nationale et il le présentait comme s'il était entièrement soutenu par l'étranger. Cette conception particulière de l'impérialisme, qui décrivait les grands capitalistes comme un corps étranger au pays et confondait les autres couches sociales dominantes avec la classe ouvrière, fournit le cadre théorique nécessaire pour dissoudre la lutte de classe dans une affirmation de fierté patriotique. Les derniers appels du discours de Radek défigurèrent l'internationalisme en évoquant une «*famille des peuples luttant pour leur libération*⁵⁸», le convertissant en une somme de nationalismes. Désormais, le prolétariat allemand défendrait non plus son autonomie en tant que classe, mais la cohésion de l'ensemble du peuple, confondant communisme et nation.

Alors que cette transformation de la lutte de classe en lutte nationale se déroulait au sein du KPD et à l'instigation de l'Internationale communiste, sur un autre plan, l'alliance entre le gouvernement soviétique et l'état-major de l'armée allemande était lancée. Limitées par le traité de Versailles à un effectif de cent mille hommes, n'ayant pas le droit de posséder de l'artillerie lourde, de l'aviation militaire et des sous-marins, et ayant une artillerie légère réduite à moins de trois cents pièces, les forces armées allemandes utilisèrent l'Union soviétique pour fabriquer des armements et effectuer des manœuvres.

Dès la fin de 1919 ou le début de l'année suivante, le chef de l'armée allemande, le général von Seeckt, comprit que seul le soutien soviétique permettrait de surmonter les restrictions imposées par les vainqueurs à Versailles. En affirmant qu'un accord économique et politique avec Moscou ne compromettrait en rien la lutte contre les communistes à l'intérieur du pays, von Seeckt fit preuve d'une compréhension très claire de l'évolution opérée par le bolchevisme.

⁵⁵ *Ibidem.*

⁵⁶ *Ibidem.*

⁵⁷ P. Broué, *op. cit.* Le discours de Karl Radek, pp. 723-726. «Leo Schlageter : Der Wanderer ins Nichts» (Le Marcheur du néant) fut publié dans *Die Rote Fahne*, le 26 juin 1923. (Il est disponible en français sur marxists.org, NdT.)

⁵⁸ P. Broué, *op. cit.*, pp. 723-726.

Arrêté à Berlin en 1919 pour ses activités avec les communistes allemands, Radek commença à recevoir en prison la visite d'officiers partisans de l'orientation diplomatique vers l'Est, au point que, après sa libération, il séjourne quelques semaines au domicile de l'un d'eux. On ignore si la question du soutien souhaité par l'état-major fut alors abordée. Ce qui est certain, c'est que Trotsky rappela que «*le début des concessions allemandes en Russie soviétique eut lieu à l'époque où j'étais encore occupé par la guerre civile*», ce qui situe l'initiative avant 1921. Il convient de noter qu'en Allemagne, tant le Parti social-démocrate (SPD) que le ministère des Affaires étrangères et le président de la République lui-même, également social-démocrate, furent tenus dans l'ignorance des contacts entre l'armée allemande et les autorités militaires soviétiques. Même le chancelier ne fut pas informé avant l'automne 1921, ce qui signifie que des entretiens eurent lieu directement entre les dirigeants soviétiques et les représentants des secteurs les plus réactionnaires et nationalistes de la société allemande. «[...] *malgré son hostilité politique au communisme, la caste des officiers de la Reichswehr [les forces armées allemandes] considérait la collaboration diplomatique et militaire avec la République soviétique comme nécessaire*⁵⁹», expliquera plus tard Trotsky.

Après une visite que des experts allemands effectuèrent au cours de l'été 1921 dans des usines soviétiques et à la suite de plusieurs contacts discrets poursuivis en automne et en hiver de la même année à Moscou et à Berlin, Radek arriva dans la capitale allemande en janvier 1922 et rencontra le mois suivant le général von Seeckt, à qui il proposa que les Allemands aident à reconstruire l'industrie militaire russe et à former les officiers soviétiques. Pour situer ces entretiens dans leur juste dimension, il convient de ne pas oublier que Radek, en plus des fonctions diplomatiques qu'il assumait officieusement, était alors le principal conseiller et chef politique du KPD.

Dans la version rendue publique, le traité entre l'Union soviétique et l'Allemagne, signé à Rapallo en avril 1922, se limitait à rétablir les relations diplomatiques entre les deux pays et à énoncer des clauses commerciales. Cependant, l'aspect le plus important des accords resta secret et consista en la coopération des deux armées. En mai de cette année-là commencèrent les négociations entre le général von Hasse, qui sera bientôt à la tête de ce qui était de facto l'état-major général, et Krestinsky, représentant soviétique à Berlin depuis octobre de l'année précédente, pour traiter de la participation directe des grands industriels de la Ruhr à l'établissement d'une industrie de guerre allemande en Union soviétique. D'ailleurs, avant que la production d'équipements militaires ne commence, de nombreux pilotes allemands s'entraînèrent déjà dans le ciel soviétique. Les négociations se poursuivirent à Berlin tout au long de l'année et, en décembre, Radek rencontra à nouveau von Seeckt (qui avait pris le commandement de la Reichswehr) pour fixer les termes de la future coopération entre les deux forces armées. Grâce à un contrat signé par le gouvernement soviétique et la société Junkers, des avions de guerre et des moteurs d'avion furent fabriqués, et Fokker installa également plusieurs lignes de production d'avions de guerre sur le territoire soviétique, dont la plus importante entra en service en 1925. De son côté, Dornier fabriqua des hydravions militaires à Cronstadt, où une autre entreprise assembla des modèles de sous-marins. Sous la direction des Allemands furent également créées plusieurs écoles de pilotage militaire, tant pour les Allemands que pour les Soviétiques. Des munitions furent produites sous la direction des techniciens de Krupp dans diverses installations industrielles, une partie de la production étant destinée à l'Armée rouge, tandis que le reste était exporté en Allemagne. Et puisque les puissances victorieuses avaient également interdit l'utilisation de véhicules blindés à

⁵⁹ L'article de Léon Trotsky concernant les accords militaires germano-soviétiques, «Vyshinsky's Tactics Forecast», publié dans le *New York Times* du 5 mars 1938, figure dans George Breitman et Evelyn Reed (dir.) *Writings of Leon Trotsky (1937-38)*, Pathfinder, 1970, pp. 131-132

l'Allemagne, une usine de chars de guerre fut créée, il semble aussi sous la direction de Krupp, et elle fut dotée d'un champ de manœuvres pour former les militaires des deux pays. On créa également une société mixte germano-soviétique dans le but de produire des gaz toxiques, autre type d'arme interdit à Versailles, mais les historiens n'ont pu établir avec certitude si cette usine entra en activité – ou pas.

Tout en réprimant la classe ouvrière et en la massacrant lors de ses tentatives insurrectionnelles, les généraux allemands reçurent un soutien matériel et logistique des autorités soviétiques. Rien ne dévoile mieux le fait que c'était la géopolitique nationaliste qui intéressait désormais Moscou et non plus la lutte de classe. Les conséquences furent tragiques, car en contribuant à l'armement et à l'entraînement des forces armées allemandes, le gouvernement soviétique renforça ce qui allait devenir l'une des plus solides bases initiales du Troisième Reich.

Le discours de Radek annonça publiquement le nouveau cours. Mátyás Rákosi, dirigeant communiste hongrois qui était, ou avait été, l'un des représentants de la Troisième Internationale auprès des communistes allemands, écrivit dans un article qu'«*Un parti communiste [...] doit prendre en considération la question nationale de son pays [...]. Le parti allemand s'y est pris d'une façon très heureuse. [...] Il est en train de faire tomber l'arme nationaliste des mains des fascistes allemands*⁶⁰». L'histoire allait montrer, au contraire, que la nouvelle orientation avait livré l'arme communiste aux mains des fascistes. Les crises successives au sein de la direction soviétique après la mort de Lénine, l'éviction de Radek et les changements fréquents dans les organes dirigeants du KPD consolidèrent l'orientation nationaliste. Certes, cette politique se heurta à une certaine résistance de ceux qui auraient préféré établir un front commun avec la social-démocratie, et réaliser ainsi l'unité de la classe ouvrière, plutôt que conclure des accords avec l'extrême droite. Mais l'Internationale communiste fit pression dans la direction opposée, et même Brandler⁶¹ et Thalheimer⁶², qui dirigeaient le Parti après le départ de Levi et s'identifiaient à la politique du front commun avec la social-démocratie, en vinrent à défendre le caractère national de la résistance contre le traité de Versailles et l'occupation de la Ruhr. Ils affirmèrent que la bourgeoisie allemande pouvait, même si ce n'était que provisoirement, jouer un rôle révolutionnaire, à condition que les communistes se mettent à la tête du mouvement et dirigent résolument la lutte nationale. La presse officielle du KPD ouvrit alors ses pages à certains des intellectuels les plus éminents de l'extrême droite, comme Moeller van den Bruck⁶³, ou même à des personnalités comme le

⁶⁰ Cité dans Ossip K. Flechtheim, *Le KPD sous la République de Weimar*, Maspero, 1972, p. 118.

⁶¹ Heinrich Brandler (1881-1967): maçon, de nationalité autrichienne, il adhère au SPD en 1901, et milite dans le syndicat du bâtiment en Allemagne et en Suisse. Malgré ses sympathies pour le groupe Spartakus il adhère à l'USPD en 1917 puis au KPD où il occupe des fonctions dirigeantes entre 1921 et 1923. Il décommande l'insurrection prévue en 1923, et est exclu en 1929. Fonde le KPO. Il émigre dans différents pays puis revient en Allemagne en 1949, où il dirige le groupe *Arbeiterpolitik*, groupe social-démocrate de gauche antistalinien qui finit par rejoindre le SPD (*NdT*).

⁶² August Thalheimer (1884-1948): journaliste, aux côtés de Rosa Luxemburg pendant la première guerre, il combat les oppositionnels de gauche (qui fonderont le KAPD) en 1919-1920, mais défend en 1921 la «théorie de l'offensive». Sceptique sur les chances de la révolution en 1923, il est rendu responsable de la défaite, avec Brandler. Exclu en 1929, il est l'un des cofondateurs du KPO. Il émigre en France en 1933 puis se réfugie à Cuba (*NdT*).

⁶³ Arthur Moeller van den Bruck (1876-1925): théoricien nationaliste, très actif au service de propagande de l'armée allemande durant la première guerre mondiale, il est l'un des théoriciens de la lutte des «peuples jeunes» et des «nations prolétaires» contre les «nations anciennes» en voie de «décadence», thème fasciste par excellence. Cet auteur a été récupéré

comte Reventlow⁶⁴, antisémite notoire et membre actif de l'aile populiste du national-socialisme. Ruth Fischer⁶⁵, qui dirigeait au sein du KPD l'aile opposée à Brandler et Thalheimer et prônait une ouverture encore plus grande à l'extrême droite, alla jusqu'à considérer l'antisémitisme comme une composante de l'anticapitalisme. «*Quiconque lutte contre le capital juif [...] est déjà un combattant de classe, même s'il ne le sait pas*», proclama-t-elle dans un discours. «*Abattez les capitalistes juifs, pendez-les aux becs de gaz, écrasez-les !*» La géopolitique avait franchement remplacé la lutte des classes. «*L'impérialisme français est maintenant le plus grand danger qui soit au monde. La France est le pays de la réaction*», déclara Ruth Fischer. «*Ce n'est qu'en liaison avec la Russie [...] que le peuple allemand peut chasser le capitalisme français du bassin de la Ruhr*⁶⁶.» Et toute l'ampleur de cette dégénérescence catastrophique du communisme apparaît lorsque nous apprenons que la faction qui cherchait le soutien de l'extrême droite sur une plate-forme nationaliste se présentait comme une alternative «de gauche» face à l'orientation prétendument «de droite» qui consistait à restaurer l'unité d'action de la classe ouvrière en nouant un accord avec la social-démocratie.

Donnant une nouvelle preuve de sa remarquable intelligence politique, Paul Levi, qui, après avoir quitté le KPD, anima un courant d'extrême gauche au sein du parti social-démocrate, écrivit en 1923 : «*A la fin de la guerre de la Ruhr, au lieu d'une solide force prolétarienne, il y avait une infection national-communiste qui empestait l'Allemagne entière. Au moment où les communistes exhibaient leurs droits à la succession de l'Allemagne en faillite, les nationaux-socialistes émettaient la même prétention avec autant de raison*⁶⁷.» D'autres, comme Pfemfert⁶⁸ avec sa revue *Die Aktion*, à l'extrême gauche de l'expressionnisme, établirent un pont entre les conseillistes et les anarcho-syndicalistes, et prédirent les résultats désastreux de cette dérive nationaliste. La leçon avait déjà été donnée, Rosa Luxemburg l'avait énoncée cinq ans auparavant, mais les communistes n'en tirèrent aucun enseignement.

En avril 1924, lors du neuvième congrès du KPD, la faction de Ruth Fischer évinça Brandler et Thalheimer, et prit la tête du parti. Un orateur du congrès dénonça l'existence de courants

par la Nouvelle Droite, car ses idées réactionnaires étaient superficiellement plus «présentables» que celles des théoriciens ouvertement fascistes et néonazis (*NdT*).

⁶⁴ Ernst zu Reventlow (1869-1943); après avoir entamé une carrière dans la marine, il devient journaliste et sympathise avec les idées *völkisch* (nationalistes-racistes). Fondateur du DVFP en 1922, parti nationaliste-révolutionnaire, ses textes sont repris dans *Die Rote Fahne*, l'organe du KPD. Il adhère au parti nazi en 1927, se rapproche de l'aile «gauche» (Strasser) et défend des idées de plus en plus antichrétiennes, païennes et antisémites (*NdT*).

⁶⁵ Ruth Fischer (1895-1961): elle adhère au SPD en 1914, est l'une des fondatrices du Parti communiste autrichien puis entre au Comité central du KPD en 1921. Elle alterne positions droitières et aventuristes, au sein du parti comme de la Troisième Internationale. Exclue en 1926, elle fonde le Leninbund, puis s'en détache. Obligée de s'exiler, aux Etats-Unis puis en France, elle se distingue par son antistalinisme, puis son anticommunisme (*NdT*).

⁶⁶ Les déclarations délirantes de Ruth Fischer se trouvent dans Ossip K. Flechtheim, *op. cit.*, p. 119 et, en partie, dans Broué, *op. cit.*, p. 729 note 92 et dans Ernst Nolte, *Nazional-socialismo e bolcevismo. La guerra civile europea, 1917-1945*, Sansoni, 1989, p. 99. [En français, Ernst Nolte, *La guerre civile européenne. National-socialisme et bolchevisme, 1917-1945*, Tempus 2011. Sur le KPD et les stéréotypes antijuifs que ce parti utilisa, cf. l'article d'Olaf Kistenmacher, «De "Judas" au "Capital juif" : les formes de pensée antisémites dans le Parti communiste allemand (KPD) sous la république de Weimar, 1918-1933», npnf.eu, *NdT*.]

⁶⁷ L'article de Paul Levi de 1923 est cité dans Broué, *op. cit.*, p. 905.

⁶⁸ Franz Pfemfert (1879-1954): écrivain, critique de gauche du SPD avant 1914, il rejoint le KPD puis le KAPD (parti hostile à la participation aux élections et aux syndicats traditionnels) avant d'en être exclu. Se rapproche ensuite des positions de Trotsky. Émigre en 1933 dans différents pays et se fixe en 1941 à Mexico, où il travaille comme photographe (*NdT*).

hostiles aux Juifs au sein du Parti. A cette occasion, Clara Zetkin observa lucidement que la nouvelle majorité sympathisait autant avec le «gauchisme» opposé à l'activité parlementaire qu'avec le fascisme antisémite. Mais la vieille amie de Rosa Luxemburg avait été écartée de toute possibilité d'influencer le Parti et était maintenue à Moscou comme une figure décorative. Les avertissements, ceux-ci et d'autres, furent vains. Les nouveaux dirigeants du KPD non seulement mirent fin à toute velléité d'établir un front unique avec la social-démocratie, mais présentèrent comme tâche principale la liquidation complète du SPD.

Zinoviev, à la tête de la Troisième Internationale, décréta alors que la social-démocratie incarnait un «social-fascisme» et que tout le danger du fascisme venait des partis sociaux-démocrates. La caractérisation de la social-démocratie comme «social-fasciste» était la condition idéologique nécessaire pour que les communistes puissent poursuivre une stratégie nationale-bolchévique. Ces deux doubles concepts aberrants se justifiaient l'un l'autre, et les partis communistes, tout en essayant de doubler la social-démocratie par la gauche, essayaient aussi de doubler le fascisme sur sa droite, en se proclamant les véritables nationalistes. Cette orientation ne se limita pas à l'Allemagne et s'appliqua au monde entier. Même aux États-Unis, le petit Parti communiste combattit courageusement, c'est-à-dire à coups de poing dans les rues, le pacifique Parti socialiste. En France, de nombreux communistes sympathisèrent avec certaines actions de rue des milices fascistes, tandis que la direction du PC refusait toute unité d'action avec les socialistes. Les actions des partis communistes facilitèrent la montée du fascisme dans le monde entier, mais c'est en Allemagne qu'elles eurent les conséquences les plus catastrophiques.

Au milieu de l'année 1925, une nouvelle crise éclata au sein de la direction du KPD et le dixième congrès du parti fut convoqué en juillet. Toutefois, l'éviction de Ruth Fischer, à l'automne de cette année-là, ne modifia nullement l'aile hégémonique du parti, puisque la majorité de la nouvelle direction continua d'appartenir à d'anciens partisans de Ruth Fischer, comme Ernst Thälmann, qui occupait le poste suprême et avait été le bras droit de la dirigeante exclue. A partir de ce moment jusqu'à la fin de 1928, les communistes allemands traversèrent une phase de flou stratégique, ce qui n'empêcha pas le onzième congrès, tenu en 1927, de dénoncer les «*points de contact*⁶⁹» entre le fascisme et la social-démocratie, alors qu'en réalité c'étaient les communistes qui multipliaient ces contacts dans une entente commune contre le Parti social-démocrate. Sa politique et son langage s'éclaircirent un peu durant le douzième Congrès, qui se tint en juin 1929: le KPD considérait la social-démocratie comme l'avant-garde du fascisme, le principal facteur de son développement et son expression la plus dangereuse et la plus agressive, tant à l'intérieur qu'en politique étrangère.

Le rapport initial de la dixième réunion plénière du Comité exécutif de l'Internationale communiste, en juillet 1929, désigna également le «social-fascisme» comme la manifestation du fascisme qu'il fallait combattre de toute urgence. Deux ans plus tard, la onzième réunion plénière accorda la primauté à la lutte contre les thèses qui supposaient l'existence d'«*une contradiction entre le fascisme et la démocratie bourgeoise, ainsi qu'entre les formes parlementaires et ouvertement fascistes de la dictature de la bourgeoisie*⁷⁰ [...]». Comme le déclara le représentant de l'Internationale communiste auprès du KPD à la fin de 1931, «*On ne*

⁶⁹ Cité dans Ossip K. Flechtheim, *op cit.*, p. 182.

⁷⁰ Les discussions tenues lors de la onzième réunion plénière du Comité exécutif de l'Internationale communiste sont mentionnées dans João Arsénio Nunes, «Classe contra Classe” às origens da estratégia antifascista: aspectos da Internacional Comunista entre o VI e o VII Congressos (1928-1935)», dans *O Fascismo em Portugal. Actas do Colóquio realizado na Faculdade de Letras de Lisboa em Março de 1980*, A Regra do Jogo, 1982, p. 49. (On trouve ce même article en ligne dans la thèse de doctorat et compilation de textes de João Arsénio Nunes, intitulée «Comunismo e antifascismo. Artigos e ensaios», 2017, ISCTE/IUL, *NdT.*)

*peut lutter contre le fascisme qu'en menant une lutte à mort contre la social-démocratie*⁷¹». Dans cette perspective, en août et septembre 1932, alors que le Parti national-socialiste avait précisément obtenu un nombre de voix supérieur à la somme des voix communistes et socialistes, la douzième réunion plénière du Comité exécutif de l'Internationale communiste persista à dénoncer le SPD comme l'ennemi principal. Au fur et à mesure que les nazis se rapprochaient du pouvoir, les dirigeants communistes découvrirent qu'ils représentaient une forme de capitalisme plus avancée que la social-démocratie et donc, au nom de la dialectique marxiste et des lois du progrès social, que le radicalisme nazi devait être soutenu contre le réformisme social-démocrate. Cette colossale erreur de stratégie découlait d'une erreur, non moins impressionnante, dans l'évaluation de la dynamique du capitalisme.

Dans un discours prononcé en février 1932 devant le comité central de son parti, Ernst Thälmann déclara : *«Notre stratégie consiste à diriger l'attaque principale contre la social-démocratie, sans pour autant affaiblir la lutte contre le fascisme hitlérien ; c'est précisément en dirigeant l'attaque principale contre la social-démocratie que notre stratégie crée les conditions préalables à une opposition efficace au fascisme de Hitler. [...] L'application pratique de cette stratégie en Allemagne exige que l'attaque principale soit dirigée contre la social-démocratie. Avec ses succursales gauchistes, elle fournit les instruments les plus dangereux aux ennemis de la révolution. Elle constitue la principale base sociale de la bourgeoisie, elle est le facteur le plus actif de la transformation fasciste [...] et, en même temps, en tant qu'«aile modérée du fascisme», elle sait déployer les manœuvres les plus trompeuses et les plus dangereuses pour entraîner les masses vers la dictature de la bourgeoisie et ses méthodes fascistes*⁷²».

Certes, les mémoires écrits par certaines personnes qui ont vécu ces événements de l'intérieur et les analyses de certains historiens confirment l'existence d'une forte opposition de la part de nombreux militants contre l'orientation décrétée par la Troisième Internationale et suivie par la direction du KPD, et certaines organisations communistes de base s'engagèrent avec les sociaux-démocrates dans des actions communes contre les nazis. Mais lorsque cela se produisit, ils furent sévèrement réprimandés par la direction du parti. Six mois avant l'arrivée d'Hitler au pouvoir, le secrétariat du Comité central du KPD déclara dans une circulaire que le parti social-démocrate était toujours le *«principal soutien de la bourgeoisie*⁷³» et que tout accord entre les directions des deux partis sur des manifestations et des actions communes était *«inadmissible*⁷⁴».

En 1931 et 1932, les milices communistes s'associèrent souvent aux milices nazies pour détruire les rassemblements sociaux-démocrates à coups de matraque ou de fusil, ce qui ne les empêchait pas de s'affronter lorsque l'ennemi commun ne servait pas de prétexte à l'unité. On comprend que, dans ces circonstances, l'organisation ouvrière du Parti national-socialiste ait soutenu la grève des métallurgistes berlinois, déclenchée par les communistes en octobre 1930, et que, pendant les deux années suivantes, les communistes se soient efforcés d'attirer un mouvement paysan associé à l'extrême droite. En échange, le Parti communiste, en août 1931, joignit ses voix à celles du Parti national-socialiste et d'une autre organisation d'extrême droite dans un référendum contre la social-démocratie en Prusse, conformément aux directives émises

⁷¹ Cité dans la «Postface» d'Hermann Weber au livre de Ossip K. Flechtheim, *op. cit.*, p. 318 et dans Hermann Weber, *La trasformazione del comunismo tedesco. La stalinizzazione della KPD nella Repubblica di Weimar*, Feltrinelli, 1979, p. 249.

⁷² Le discours d'Ernst Thälmann en février 1932 est cité dans Kaes et al., *op. cit.*, pp. 327 et 328.

⁷³ Cité dans la «Postface» d'Hermann Weber au livre de Ossip K. Flechtheim, *op. cit.*, p. 321.

⁷⁴ *Ibidem.*

par le Comité exécutif de l'Internationale. Thälmann justifia cette attitude en février 1932 – exactement un an avant que Hitler ne soit nommé chancelier – en déclarant que le gouvernement social-démocrate de Prusse, ainsi que la centrale syndicale socialiste, «*confirment pleinement et complètement que la social-démocratie est le facteur le plus actif dans la transformation fasciste de l'Allemagne*⁷⁵». Ainsi, les communistes s'uniraient avec les nationaux-socialistes pour combattre le fascisme ! Ce rapprochement culmina avec le vote commun des députés communistes et nazis pour renverser le gouvernement de von Papen, lors de la session parlementaire du 12 septembre 1932. Pendant le peu de temps qui lui restait, le KPD eut recours à une propagande nationaliste exacerbée pour tenter de séduire l'extrême droite. La grève des transports publics à Berlin, que les communistes lancèrent le 3 novembre 1932 en opposition aux syndicats sociaux-démocrates, bénéficia de la collaboration active des nazis et les deux partis organisèrent ensemble des piquets de grève. À l'époque, les voix ne manquaient pas dans la gauche internationaliste pour avertir que le KPD ne faisait qu'aider le national-socialisme, mais si les avertissements de Rosa Luxemburg, Paul Levi, Franz Pfemfert, Clara Zetkin et de tant d'autres avaient été inutiles, ceux-ci le furent aussi.

En 1934, alors que les nazis étaient au pouvoir depuis plus d'un an et que les prisons allemandes étaient remplies de communistes et de sociaux-démocrates, la treizième réunion plénière du Comité exécutif de l'Internationale communiste décréta, dans l'une de ses résolutions, que «*la social-démocratie continue à jouer le rôle de principal soutien social de la bourgeoisie même dans les pays où une dictature fasciste est ouvertement en vigueur*⁷⁶».

Il fallut attendre le septième Congrès de l'Internationale communiste, à la mi-1935, pour que cette orientation soit inversée et que s'amorce la phase des fronts communs avec la social-démocratie. Mais pour l'Allemagne, il était trop tard. Le nationalisme, en l'occurrence l'ultra-nationalisme, de la Troisième Internationale et surtout du KPD avait déjà liquidé la deuxième plus grande organisation communiste et complètement détruit ce qui avait été l'avant-garde la plus militante des travailleurs du monde.

⁷⁵ Cité dans Kaes et al., *op. cit.*, p. 328.

⁷⁶ La résolution de la treizième réunion plénière du Comité exécutif de l'Internationale communiste est mentionnée dans l'article de Léon Trotsky, «*Are there no Limits to the Fall ? A Summary of the Thirteenth Plenum of the Executive Committee of the Communist International*», publié dans *The Militant*, 10 mars 1934, et reproduit dans George Breitman et Bev Scott (dir.) *Writings of Leon Trotsky (1933-34)*, Pathfinder, 1972, p. 211.

4. Communisme et tiersmondisme

Les fascismes ont survécu au sein du tiers-mondisme, où ils se sont mêlés aux courants communistes dont le nationalisme les a conduits à soutenir ce mouvement sans restriction.

J'ai montré dans la première partie de cette série qu'Engels et Marx, dans de nombreuses analyses politiques, ont transformé la lutte des classes en une lutte entre des blocs de nations et souhaitaient orienter l'Association internationale des travailleurs dans cette direction. Dans les deuxième et troisième parties, j'ai montré que, en 1918, les dirigeants bolcheviques fixèrent un cap national à un processus révolutionnaire ayant une dimension supranationale. A partir de ce moment-là, l'Internationale communiste appliqua systématiquement cette ligne, ce qui eut des conséquences particulièrement tragiques en Allemagne.

Les implications de la stratégie nationaliste du communisme deviennent plus évidentes si l'on sait que la mobilisation du mouvement ouvrier pour insuffler au nationalisme dynamisme et vitalité sociale fut l'opération qui engendra le fascisme.

En Italie, entre 1908 et 1910, le théoricien et dirigeant politique nationaliste Enrico Corradini⁷⁷ proposa d'utiliser le radicalisme des syndicalistes révolutionnaires, disciples de Georges Sorel⁷⁸, pour redonner une nouvelle vigueur à un nationalisme que les conservateurs avaient laissé s'étioler. Il s'agissait, d'une part, de détourner la classe ouvrière de la lutte contre la bourgeoisie italienne en lui désignant comme ses principaux ennemis les pays riches, qui empêchaient, selon cette interprétation, le capitalisme italien d'atteindre une position internationale de premier plan. D'autre part, l'objectif était de convertir l'avant-garde de la classe ouvrière née des luttes sociales en une nouvelle élite et de la mettre au service des classes dirigeantes appauvries. Selon le modèle défendu par Pareto⁷⁹, les syndicalistes constituaient une élite en devenir, capable de renverser la vieille école décadente et de revitaliser la nation. Prenant en compte les intérêts de la droite, Corradini eut une intuition géniale : il comprit la nécessité de la renouveler politiquement, en utilisant le prolétariat. Ce fut exactement cela le fascisme. Mussolini fit entrer dans le parti fasciste des masses de militants, mais Corradini lui fournit la formulation théorique fondamentale et la principale orientation stratégique, jusqu'à ce que, en mars 1923, l'Association nationaliste italienne, dirigée par Corradini, soit intégrée au Parti national fasciste.

⁷⁷ Cf. le chapitre qui lui est consacré dans le livre de João Bernardo, *Ils ne savaient pas encore qu'ils étaient fascistes*, Éditions Ni patrie ni frontières, 2022 (NdT).

⁷⁸ Georges Sorel (1847-1922) : ingénieur travaillant pour l'État, il découvre le socialisme et la condition ouvrière à 45 ans. Dès lors, il se consacre à l'étude des questions historiques, politiques et philosophiques, flirte quelques années avec le marxisme, puis se tourne vers le syndicalisme révolutionnaire, tout en finissant par collaborer avec des intellectuels monarchistes de l'Action française, développer des sympathies pour le nationalisme et tenir des propos antisémites. Après la première guerre mondiale il soutint à la fois la révolution russe et le fascisme italien (NdT).

⁷⁹ Vilfredo Pareto (1848-1923) : ingénieur, économiste et sociologue, il est beaucoup plus connu pour ses hypothèses économiques (on trouve une notice très élogieuse à son égard sur le site du ministère français de l'Économie et des Finances !) que pour ses positions politiques ultrarévolutionnaires. Il était farouchement hostile aux grèves et favorable au pouvoir d'une élite pour éviter la «décadence», ce qui l'amena très naturellement à soutenir Mussolini (NdT).

Pendant que cela se passait en Italie, à l'autre bout du monde, au Japon, le socialiste Kita Ikki⁸⁰ jeta également les bases du fascisme. Contrairement aux autres socialistes, Kita avait soutenu la guerre de 1904 et 1905 contre la Russie, et il développa à partir de là un patriotisme de plus en plus radical. Tant dans ses écrits que dans sa pratique, Kita combina un nationalisme agressif avec un programme de réforme prévoyant une vaste étatisation de l'économie et de nombreux droits sociaux pour les travailleurs, y compris la réglementation des relations de travail. Cela permettrait de gagner le soutien du prolétariat urbain et des paysans pauvres à une politique qui assurerait la suprématie japonaise en Asie.

La mobilisation du mouvement ouvrier au service du nationalisme, transformant la lutte entre les classes en une lutte entre les nations, conduisit Corradini à formuler le concept de «*nation prolétaire*». «*Il y a des nations qui sont en condition d'infériorité par rapport à d'autres, tout comme il est des classes qui sont en condition d'infériorité par rapport à d'autres classes*⁸¹», écrivit-il en octobre 1910. «*L'Italie est une nation prolétarienne ; l'émigration le montre assez. L'Italie est le prolétaire du monde.*»

Le mot «prolétariat» définissait une classe sociale; il présupposait l'existence d'une scission entre les producteurs et ceux qui s'approprient la plus-value dans chaque pays. Au contraire, désigner une nation comme prolétaire, c'était la penser comme une collectivité majoritairement homogène, et nier son clivage en groupes antagonistes. Le passage de l'opposition de classe à la solidarité entre les classes fut le résultat immédiat de cette opération terminologique. Ces conjugaisons verbales prirent de nouvelles virtualités dans le cas de Kita Ikki, et dans son sillage dans tout le fascisme japonais. Tant la faction prônant un programme radical de réformes internes que la faction intérieurement plus conservatrice prônaient une politique étrangère qui combinerait deux caractéristiques : d'un côté, elle assurerait la suprématie complète du Japon en Asie orientale ; de l'autre, elle favoriserait les indépendances nationales au sein de la sphère d'influence japonaise, afin d'expulser définitivement de la région l'impérialisme européen et américain. Si Corradini avait conçu son pays comme une «nation prolétaire» qui voulait cesser de l'être, Kita et, dans son sillage, le reste du fascisme japonais conçurent un impérialisme anti-impérialiste paradoxal, c'est-à-dire un impérialisme japonais qui chasserait les impérialismes occidentaux.

Les idéologues et les propagandistes du fascisme présentèrent la Seconde Guerre mondiale comme une lutte des «*nations prolétaires*» contre les «*nations ploutocratiques*», ce qui, dans le cas du Japon, était également une affirmation du slogan «*l'Asie aux Asiatiques*». La Sphère de coprosperité de la Grande Asie orientale, à la fois une réalité et un programme, devait inclure, outre le Japon, la Mandchourie et la Chine, les Indes orientales néerlandaises, l'Indochine française, les Philippines sous administration nord-américaine et la colonie portugaise du Timor ; et son expansion, à travers la Birmanie, visait l'Inde britannique et au-delà. Dans ce processus, l'imposition de l'hégémonie politique et économique japonaise au sein de la Sphère de coprosperité était indissociable de la promotion des indépendances nationales. «*Avec la proclamation officielle de ses aspirations en Asie, à laquelle s'associèrent les chefs fantoches des peuples assujettis, le Japon comptait accroître les appuis dont il disposait pour livrer des batailles annoncées comme décisives dans la guerre du Pacifique. Mais l'appareil*

⁸⁰ Kita Ikki (1883-1937): journaliste, conférencier, il se détourne rapidement du socialisme et essaie de bricoler une idéologie combinant un nationalisme japonais non ethnique (le Japon faisait partie, pour lui, du prolétariat international et il comptait mobiliser les Japonais de toutes origines), le soutien à l'empereur et à l'armée, le panasiatisme et le bouddhisme, ce qui en fait l'un des idéologues de l'extrême droite qu'il rejoint en 1920. Il est arrêté en 1936 puis exécuté l'année suivante pour avoir participé à une tentative de coup d'État militaire (NdT).

⁸¹ Cité dans Zeev Sternhell, Mario Sznajder et Maia Asheri, *Naissance de l'idéologie fasciste* [Fayard, 1989], Folio Gallimard, 2010, p. 294.

organisationnel employé et même certains des termes utilisés indiquaient que les Japonais cherchaient avant tout à atteindre un objectif plus subtil⁸²», écrit en 1945, avant la fin du conflit, Robert S. Ward, ancien fonctionnaire du consulat nord-américain à Hong Kong. «*Cet objectif est la prolongation de la lutte politique en Asie au-delà de la fin de la guerre actuelle.*»

Et un Français qui avait été interné dans un camp de prisonniers en Indonésie observa que «*les Japonais, bien qu'ils aient été vaincus au sens générique du terme, "gagnèrent la guerre" dans ce coin de l'Asie*⁸³». Il est impossible, dans l'espace limité de cet article, de retracer, même très brièvement, l'histoire des indépendances nationales dans cette région du globe. Il suffit de dire que tout en administrant directement la Mandchourie et la Corée en tant que colonies, les envahisseurs japonais accordèrent l'indépendance, ou assurèrent une transition progressive vers l'indépendance, aux Philippines, aux Indes orientales néerlandaises, qui constituent l'Indonésie actuelle, à la Birmanie (ou Myanmar), et au Viêt Nam. Ils cherchèrent également à hâter l'indépendance de l'Inde en assurant un soutien militaire à Subhas Chandra Bose⁸⁴ et à ses partisans, qui formèrent l'Armée nationale indienne et combattirent aux côtés des troupes japonaises aux frontières de l'Inde. Dans tous ces pays et régions, le fascisme militaire japonais mit au pouvoir ses coreligionnaires locaux lorsque cela était possible. Mais quand cela s'avéra impossible, elle préféra se tourner vers la gauche et même vers les communistes, comme ce fut le cas au Vietnam, si c'était le seul moyen d'assurer la suppression définitive des impérialismes occidentaux.

Pendant ce temps, dans un cadre géographique moins vaste et aussi avec moins de vigueur que leurs alliés japonais, les nazis promurent l'émancipation des peuples arabes contre le colonialisme britannique. Pendant la Seconde Guerre mondiale, les hommes politiques arabes, même s'ils n'étaient pas enthousiasmés par le fascisme dans leur propre pays, penchèrent généralement plus du côté de l'Axe que de celui des Alliés. La place la plus importante revint au mufti de Jérusalem, Hadj Amin al-Husseini⁸⁵, qui, après les émeutes de 1929, s'imposa

⁸² Cité dans Joyce C. Lebra (dir.) *Japan's Greater East Asia Co-Prosperity Sphere in World War II. Selected Readings and Documents*, Oxford University Press, 1975, p. 154.

⁸³ Cité dans R. Holland, «Anti-Imperialism», dans I. C. B. Dear et M. R. D. Foot (dir.) *The Oxford Companion to the Second World War*,

⁸⁴ Bose, Subhas Chandra (1897-1945) : président du Congrès national indien il doit en démissionner à la suite d'un différend politique avec Gandhi car il est sceptique sur la stratégie de la non-violence. Il crée le Bloc pour l'avenir de toute l'Inde en 1939. Pendant la seconde guerre mondiale, il s'oppose aux Britanniques, cherche le soutien de l'URSS, puis finalement celui de l'Allemagne nazie. Il est l'un des fondateurs de l'Armée nationale indienne, s'allie à Hitler et soutient la création en décembre 1941 d'une «Légion indienne» (ou «Indiens libres»), dont les membres sont recrutés parmi les prisonniers d'origine indo-pakistanaise faits par Rommel en Libye et par des étudiants indiens indépendantistes vivant en Allemagne, et formés en Allemagne. En 1943, lorsque Bose découvre que Hitler n'a pas l'intention de soutenir l'indépendance de l'Inde, il retourne sa veste s'allie aux Alliés contre les Japonais. Aujourd'hui Bose est considéré comme un héros, comme en témoignent les rues, les casernes et l'aéroport qui portent son nom. Il est une icône pour le parti ultranationaliste BJP au pouvoir entre 1998 et 2004, puis depuis 2014 (*NdT*).

⁸⁵ Al-Husseini, Mohammed Amin (189?-1974): mufti (responsable de la communauté musulmane) de Jérusalem, entre 1921 et 1937, sous l'occupation britannique. S'opposant à l'immigration juive en Palestine, il lutte pour la création d'un État ou d'une fédération panarabe. En exil, entre 1937 et 1945, il se présente comme le représentant de la nation arabe et du monde musulman auprès de l'Allemagne nazie et de l'Italie fasciste. Grâce à des programmes radio, il diffuse toute une propagande pour les pays de l'Axe nazi-fasciste, contre les Britanniques et contre les Juifs, et incite les musulmans à servir dans la Waffen-SS. Arrêté et placé en rétention

comme le champion de la cause arabe en Palestine. Il mobilisa les soutiens dont disposaient Hitler et Mussolini dans la région et tenta de les organiser dans une action commune, mais ce fut surtout grâce à la présence de troupes en Afrique du Nord que les Allemands et les Italiens intervinrent dans le processus d'autodétermination. Lors des campagnes de 1941 et 1942, alors que Rommel s'approchait de l'Égypte et que les Britanniques semblaient irrémédiablement vaincus, tant le roi Farouk que les forces d'opposition qui allaient plus tard se rassembler dans le mouvement des Officiers libres souhaitaient tous assister à la victoire des nazis en tant que libérateurs. En Irak également, les dirigeants du Troisième Reich virent d'un très bon œil le coup d'État du 1^{er} avril 1941, grâce auquel le Premier ministre Rashid Ali el-Ghalani et ses colonels alliés déposèrent le régent et instaurèrent un régime antibritannique. Les troupes de l'Axe étaient trop éloignées et le soutien militaire allemand fut rare et tardif, ce qui permit aux Britanniques de réoccuper l'Irak au cours du mois de mai, mais, dans la mémoire de la population, la relation entre le mouvement d'indépendance et le national-socialisme ne disparut pas.

En Tunisie également, la présence des armées allemande et italienne contribua au processus d'indépendance. Malgré les contradictions entre les différentes forces fascistes et indépendantistes présentes dans cette colonie française, créant une situation trop compliquée pour que je puisse la décrire ici, il est certain que, lorsque l'avancée des Alliés contraignit l'Axe à abandonner la Tunisie, en mai 1943, l'organisation nationaliste s'était déjà consolidée et était capable de bouleverser la politique locale. L'indépendance de la Tunisie, que le gouvernement français fut obligé d'accorder en 1956, avait commencé une douzaine d'années plus tôt, dans la sphère du fascisme.

De même, après l'invasion de l'Algérie par les Alliés en novembre 1942, les autorités nationales-socialistes s'efforcèrent de mobiliser les immigrés algériens en France et cherchèrent à organiser des réseaux clandestins dans cette colonie, capables d'engager la lutte armée contre les nouveaux occupants. Sur ce plan, le projet s'avéra utopique. En effet, les aspirations des peuples du Maghreb à l'indépendance avaient des racines anciennes, et ce n'était pas leur aspect principal, mais le soutien apporté par les nazis à l'indépendance algérienne laissa des traces durables.

La Seconde Guerre mondiale se termina par la défaite militaire des fascismes, mais ils survécurent au sein du tiers-mondisme, où ils se confondirent de manière perverse avec les courants communistes dont le nationalisme les conduisit également à soutenir sans réserve ce mouvement. Ba Maw⁸⁶, qui dirigea le gouvernement birman sous la colonisation britannique et conduisit ensuite son pays à l'indépendance sous la tutelle du Japon, nota dans ses mémoires

en France en 1945, la police française le laisse «s'enfuir» en Égypte où il continua sa propagande antijuive puis anti-israélienne. (Cf. l'article de Chantal Metzger, «Amine Al-Husseini, Grand Mufti de Jérusalem, et le Troisième Reich», *Les Cahiers de la Shoah*, 2007/1 (n° 9), disponible sur Cairn.info (*NdT*).

⁸⁶ Ba Maw (1893-1977): après avoir fait un doctorat en France sur le bouddhisme birman, il milite dans le mouvement nationaliste. Député en 1937 puis chef du gouvernement de la Birmanie sous tutelle britannique, il est arrêté en 1939 parce qu'il refuse de soutenir l'Angleterre. Libéré par les Japonais en 1942, il devient le Chef suprême de l'État de Birmanie en août 1943 mais est obligé de s'enfuir au Japon en mars 1944, quand Aug San se révolte contre les Japonais. Emprisonné en 1945 par les Alliés, il ne passe qu'une année en prison et reprend ses activités politiques en Birmanie, où il est de nouveau emprisonné entre 1962 et 1968. (1968 est l'année durant laquelle le putschiste Bo Ne Win, ex-chef d'état major des forces armées birmanes, renversa U Nu et dirigea le pays d'une main de fer jusqu'en 1988, en prônant une «Voie birmane vers le socialisme», mêlant nationalisme, marxisme à la sauce stalinienne et bouddhisme.) (*NdT*).

que, sans l'expérience préalable de la Sphère de coprosperité, il aurait été impossible de convoquer en 1955 la conférence de Bandung⁸⁷, qui marqua la maturité politique du tiers-mondisme avec la fondation du bloc des pays non alignés, c'est-à-dire les pays qui, pendant la guerre froide, avaient maintenu une position oscillante entre les Nord-Américains et les Soviétiques. Le président indonésien, Sukarno, fut le principal promoteur de cette conférence, à laquelle participa également le Premier ministre chinois, Chou En-lai. La collaboration entre ces deux personnages et entre les régimes qu'ils représentaient résume tout ce que j'ai écrit dans ces quatre articles. Chou En-lai fut le plus habile représentant du centre dans les disputes internes du communisme chinois, l'éternelle aiguille de la balance. Quant à Sukarno, il faut savoir que sa loyauté envers le fascisme japonais, qui l'avait mis au pouvoir et l'avait aidé à créer un appareil gouvernemental, était si grande que, durant les derniers jours de la guerre du Pacifique, alors que les bombes atomiques nord-américaines avaient déjà anéanti toutes les velléités de résistance japonaise, il s'obstinait encore à repousser la proclamation de l'indépendance, parce qu'il attendait qu'un haut fonctionnaire japonais vienne lui remettre formellement le pouvoir. La Conférence de Bandung réunit les communistes qui avaient converti la lutte de classe en lutte nationale et les nationalistes qui avaient été promus par le fascisme.

Maurice Bardèche, l'un des fascistes radicaux français les plus subtils, et qui fut d'ailleurs une personnalité importante du fascisme européen après 1945, insista sur le caractère fasciste du régime de Nasser, établi en Égypte à la suite du coup d'État militaire de juillet 1952. Quant au théoricien néo-fasciste italien Adriano Romualdi, bien qu'il ait circonscrit le fascisme à l'Europe et critiqué Bardèche pour avoir classé divers tiers-mondismes dans la catégorie des fascismes, il écrivit : «*L'Égypte est le seul phénomène extra-européen que l'on pourrait définir, avec un peu de bonne volonté, comme "fasciste" parce que l'on y a effectivement cherché à greffer une mystique de l'ancienne culture arabe sur une discipline politique révolutionnaire*⁸⁸.» Faisant preuve d'une courageuse constance, pendant la guerre pour l'indépendance de l'Algérie, Bardèche reprocha aux néo-fascistes de son pays la réaction «sentimentale» qui les conduisit à se battre pour la présence de la métropole en Afrique du Nord, sans voir qu'ils défendaient ainsi également «*les intérêts de la démocratie ploutocratique*⁸⁹.» «*Il faut choisir ses guerres*⁹⁰», prévint Bardèche, et au lieu de cela, les néo-fascistes les ont toutes acceptées. «*Ils n'examinèrent pas si les nationalistes algériens n'appartenaient pas, en réalité, à ces forces qui veulent établir des régimes neufs et autoritaires, ne dépendant ni de Washington ni de Moscou*⁹¹.» L'idée implicite des avertissements de Bardèche était que, dans la guerre d'Algérie, le fascisme était peut-être du côté des indépendantistes.

Ce n'était pas seulement – ou même principalement – une question de personnes. Certes, Nasser avait subi l'influence du Parti national-socialiste arabe, démantelé par les Britanniques au début de la Seconde Guerre mondiale; quant à Anouar al-Sadate, qui succéda à Nasser à la présidence en 1970, il avait entretenu des relations avec les services d'espionnage nazis pendant la première moitié de 1942, jusqu'à son arrestation par la police britannique. Parmi les

⁸⁷ Cf. Ba Maw, *Breakthrough in Burma. Memoirs of a Revolution, 1939-1946*, Yale University Press, 1968, p. 339.

⁸⁸ Cité dans Francesco Germinario, *Estranei alla democrazia. Negazionismo e antisemitismo nella destra radicale italiana*, Biblioteca Franco Serantini, 2001, p. 45.

⁸⁹ *Qu'est-ce que le fascisme ?* Les Sept Couleurs, 1961, pp. 116

⁹⁰ *Idem*, p. 119

⁹¹ *Idem*, pp. 116.

indépendantistes algériens, on peut également citer le parcours de Saïd Mohammedi⁹², qui, pendant la Seconde Guerre mondiale, s'était porté volontaire pour combattre sur le front de l'Est contre les Soviétiques en tant que sergent dans une troupe fasciste, la Légion des volontaires français contre le bolchevisme⁹³, et s'était mis à la disposition des services secrets nazis pour mener des opérations de sabotage dans l'Algérie occupée par les Alliés. Après la guerre, il se retrouva ministre d'État dans le gouvernement provisoire algérien en exil et, une fois l'indépendance acquise, il dirigea plusieurs ministères et fut membre du Conseil de la Révolution.

Ces parcours individuels sont significatifs parce qu'ils expriment de vastes et profondes confluences politiques. Il s'agit surtout de régimes qui, au lieu de s'appuyer uniquement sur les couches sociales conservatrices, n'hésitent pas à mobiliser les travailleurs, en les utilisant pour des objectifs strictement nationalistes. Quand on prend conscience de l'influence exercée par le nassérisme sur les régimes arabes laïques durant la seconde moitié du XX^e siècle, notamment celui en place en Syrie et celui en Irak jusqu'à l'invasion américaine, on perçoit les implications de l'analyse de Bardèche, curieusement oubliée ou ignorée par la majeure partie de la gauche.

Ce qui se passa en Indonésie fut le meilleur – ou le pire – exemple des résultats du nationalisme communiste. Le Parti communiste indonésien était le troisième parti le plus important, après les partis soviétique et chinois. Au lieu de poursuivre une ligne indépendante, il mita toujours tout sur le soutien à Sukarno, jusqu'à ce qu'en 1965, l'armée, dirigée par Suharto, chasse Sukarno du pouvoir et lance une campagne anticommuniste qui entraîna le massacre d'un demi-million à un million de personnes et l'incarcération de beaucoup d'autres dans des camps de concentration. Cette catastrophe eut des répercussions majeures sur les conflits internes au sein du Parti communiste chinois, auquel les communistes indonésiens étaient étroitement associés, et servit à l'aile radicale d'argument supplémentaire contre l'aile modérée. C'est pour poursuivre cette campagne que Mao Zedong appela à l'initiative de la base contre la majorité des dirigeants du Parti, lançant ainsi la Révolution culturelle. Il y eut donc une relation directe entre l'échec externe de la politique nationaliste du communisme, tragiquement confirmé en Indonésie, et l'un des développements internes les plus importants du communisme chinois.

La Révolution culturelle dépassa très vite les limites dans lesquelles Mao avait voulu la placer. Non contente de mener une campagne politique contre l'aile modérée du Parti, elle entama une campagne sociale contre les héritiers du mandarinat, qui continuaient à occuper les

⁹² Saïd Mohammedi (1912-1994): militant au sein de l'Etoile nord-africaine, puis du Parti du peuple algérien de Messali Hadj dans les années 1930, il s'engage dans la Wehrmacht en 1941, puis rejoint la Légion arabe libre en Autriche avant de servir dans le bataillon germano-arabe en Grèce. Il effectue des missions de parachutage pour les services secrets de l'Abwehr, en Yougoslavie et en Algérie où il est arrêté en 1944 alors qu'il est censé préparer un soulèvement nationaliste. Libéré en 1952, il devient colonel responsable de la Wilaya III du FLN, et ordonne le massacre de 350 hommes, majoritairement des civils, en représailles contre le MNA, mouvement nationaliste concurrent. Il sera ensuite chef d'état-major de l'Armée de libération nationale, député et vice-président de la République algérienne. A la fin des années 1980 il soutient publiquement le Front islamique du salut. Un parcours «exemplaire» !(NdT).

⁹³ Légion des volontaires français contre le bolchevisme: association soutenue par les partis pronazis sous Pétain, le RNP, le PPF et le MSR, mais aussi par des dirigeants du Parti national breton ainsi que par une pléiade de personnalités (ecclésiastiques, académiciens, écrivains). Les éléments désireux de se battre avec les Allemands et jugés aptes (5 800) seront intégrés dans la Division SS Charlemagne. On en retrouvera un certain nombre à l'origine et à la direction du Front national, en 1972, dont comme Victor Barthélémy, Pierre Bousquet et André Dufraisse (NdT).

postes de direction dans les entreprises, les universités et l'État. La même subordination des travailleurs aux classes dirigeantes autochtones qui avait conduit à la catastrophe en Indonésie était maintenant critiquée en Chine. La Révolution culturelle visait à poursuivre la lutte des classes dans un pays où le Parti communiste était au pouvoir et où les principaux moyens de production étaient la propriété de l'État, et tentait à cette fin de disputer aux gestionnaires⁹⁴ le monopole de la culture et des connaissances techniques. À ce stade précoce, l'aile la plus radicale de la Révolution culturelle proposa de démanteler l'appareil gouvernemental et de réorganiser la Chine sur le modèle de la Commune de Paris, en la transformant en une fédération de communes. Mao Zedong, cependant, ne voulait pas permettre que la base politique de la bureaucratie communiste soit contestée. Il demanda l'intervention de l'armée, et de véritables batailles rangées eurent parfois lieu entre les militaires et l'aile radicale de la révolution culturelle. Le triomphe de l'armée entraîna un vaste encadrement militaire de la jeunesse, dans ces défilés de milliers et de milliers de jeunes gens impeccablement alignés et brandissant le petit livre rouge, qui dans l'imaginaire d'aujourd'hui résumait à tort un processus très divers. Une fois l'ordre rétabli, la faction de Mao se retrouva sans base de soutien, parce que l'extrême gauche avait été vaincue et que, de toute façon, elle avait perdu confiance en Mao, et parce que les modérés ne lui pardonnèrent jamais son appel à l'intervention des masses dans les affaires internes du parti. La situation actuelle de la Chine est le résultat des zigzags d'un processus que l'effondrement du communisme nationaliste en Indonésie contribua à déclencher, rétablissant finalement la prédominance de la géopolitique, avec un système mixte de capitalisme d'État et d'entreprises privées, organisé dans un cadre strictement nationaliste et visant l'expansion internationale non pas en s'appuyant sur les luttes sociales mais sur les mécanismes du marché.

Le nationalisme des partis communistes officiels liquida le communisme en tant qu'expression de la lutte des classes et brouilla en même temps la ligne de démarcation avec les héritiers du fascisme. Depuis lors, les partis communistes ont soit disparu, soit ils subsistent en tant qu'alliés mineurs des régimes nationalistes. Le cas de l'Afrique, où l'internationalisation du capital avait désintégré les empires coloniaux, est particulièrement significatif, puisque les capitaux originaires des grandes métropoles occidentales n'avaient pu empêcher la pénétration de capitaux extérieurs à chaque espace colonial. Pourtant, même dans ce contexte, où la dynamique était dictée par l'internationalisation de l'économie et où les États, nés après la conférence de Berlin de 1884-1885, étaient dénués de base culturelle propre, les communistes choisirent de se confondre avec les nationalistes et apportèrent leur soutien aux élites autochtones. Paradoxalement, les indépendances africaines facilitèrent une avancée de l'internationalisation du capital, ce qui permet de comprendre leur échec complet et l'échec subséquent des communistes. Et en Afrique du Sud, le seul pays africain où un parti communiste avait du poids, son attachement indéfectible à l'ANC le priva de toute expression propre.

L'Amérique latine illustre un autre cas où le communisme se dilua dans le nationalisme au point de perdre son identité idéologique ou même organisationnelle, et où le protectionnisme économique d'inclinaison marxiste s'articula également avec une certaine tradition fasciste. Après la Seconde Guerre mondiale, le résultat le plus significatif de cette convergence fut la Commission économique pour l'Amérique latine, la CEPAL, dirigée par [l'Argentin] Raúl Prebisch et [le Brésilien] Celso Furtado, entre autres. Il m'est impossible de développer cette

⁹⁴ Pour João Bernardo, *«le capitalisme est, depuis son origine, un système qui articule trois classes : la classe bourgeoise et la classe des gestionnaires, toutes deux constituant les classes capitalistes, et la classe prolétarienne. [...] Les gestionnaires sont donc, à mon avis, l'élément de continuité sociale entre les capitalistes, puisque cette classe capitaliste se renforce avec le développement du mode de production.»* («Les gestionnaires : développement historique et unification d'une classe» (1984), à paraître très bientôt sur ce site.) [NdT.]

perspective d'analyse ici, et je l'évoque avant tout pour inciter les lecteurs qui veulent la poursuivre par eux-mêmes à commencer par étudier l'idéologie développementaliste de la CEPAL. Il leur sera alors plus facile de comprendre pourquoi, aujourd'hui, dans toute l'Amérique centrale et du Sud, les thèmes de la croissance économique, du nationalisme et du marxisme sont toujours d'actualité. Au Brésil, les racines du problème sont encore plus profondes, parce que le *tenentismo*⁹⁵, dans sa vocation à moderniser la société et l'économie brésiliennes, a constitué le cadre dans lequel furent engendrés le fascisme de Getúlio Vargas⁹⁶ et le communisme de Luis Carlos Prestes⁹⁷. Le développementalisme, le fascisme et le communisme naquirent comme des jumeaux au Brésil, et jusqu'à aujourd'hui, l'extrême gauche brésilienne, même celle qui se prétend internationaliste, n'a pas été capable de se défaire de ce lourd héritage.

Dans le tiers monde, les partis communistes purent être utiles durant la lutte pour l'indépendance et pendant la phase de construction de l'État national, mais lorsqu'ils se

⁹⁵ Ce terme désigne l'ensemble des rébellions militaires auxquels participèrent des officiers subalternes, notamment les lieutenants (*tenentes* en portugais) dans les années 1920. Ces rébellions qui éclatèrent notamment en 1922, 1924 et 1926 accrurent la politisation des jeunes soldats qui étaient mécontents de la situation économique, sociale et politique du Brésil. Ces mouvements aboutirent notamment à la Révolution de 1930 qui mit fin à la Première République (*NdT*).

⁹⁶ Getúlio Dorneles Vargas (1882-1954) est le type même du politicien populiste latino-américain, comme Péron en Argentine ou Cardenas au Mexique dans l'entre-deux-guerres. Avocat, député, puis gouverneur, il appartenait à une famille de grands propriétaires fonciers. Il dirigea la révolte armée qui renversa le président Washington Luís en 1930. De 1930 à 1934, il gouverna le Brésil dans le cadre d'un gouvernement provisoire ; de 1934 à 1937, il fut élu président par le Congrès national du Brésil ; puis il instaura sa dictature de 1937 à 1945 dans le cadre de l'*Estado novo* ; enfin, il fut de nouveau élu à la présidence de 1951 à 1954 avant de... se suicider. Sa popularité tient au fait qu'il institua le salaire minimum, les congés payés, la limitation de la durée du travail, etc. Cela ne l'empêcha pas d'interdire les grèves et les partis politiques, d'imposer un syndicat unique corporatiste et une censure féroce, et d'emprisonner ses opposants. Afin de créer une industrie nationale, il nationalisa les mines, créa une industrie sidérurgique d'État, développa le système bancaire à l'échelle nationale, ainsi que les infrastructures de transport de façon à créer un marché national (*NdT*).

⁹⁷ Luiz Carlos Prestes (1895-1990) : ingénieur ferroviaire, puis capitaine, en 1925, il emmène 1 500 hommes dans une «longue marche» (25 000 km) – antérieure donc à celle de Mao en 1934 – qui lui fait découvrir toute la misère et la pauvreté du pays, mais se termine par un échec total en 1927, même s'il put limiter les pertes en menant une guerre de mouvement. Réfugié en Bolivie, puis en Argentine, il entre en contact avec des militants staliniens qui essaient de le recruter car c'est un personnage prestigieux. Invité par d'autres lieutenants nationalistes à participer la révolution de 1930, il refuse d'y participer. Il est invité à Moscou pour y travailler et acquérir une formation politique, puis revient au Brésil pour préparer la lutte armée en 1934. Arrêté en 1935, il passe près de dix ans en prison, pendant que sa femme, juive allemande, enceinte, est envoyée par Vargas aux nazis en 1936. Elle meurt dans un camp de concentration après avoir accouché de sa fille en prison. En 1943, Prestes décide que le Parti communiste doit soutenir Vargas, quand celui-ci choisit le camp des Alliés. Libéré après la guerre, Prestes devient sénateur et secrétaire général du Parti communiste du Brésil. Après le coup d'État de 1964, il milite dans la clandestinité pendant sept ans puis s'exile en URSS, et revient dans son pays en 1979, où il continue ses combats politiques. Jorge Amado lui a consacré un livre dithyrambique *Le Chevalier de l'Espérance* (1942) et Prestes reste une légende au Brésil, à tel point que l'armée l'a promu colonel, puis même général à titre posthume (*NdT*).

révélèrent inutiles, les bourgeoisies et technocraties nationales n'hésitèrent à les démanteler et à tuer ou emprisonner leurs membres. Et pourtant, les partis communistes insistèrent pour adopter une orientation nationaliste. Historiquement, lorsqu'une erreur se répète, cela signifie qu'elle n'est pas une erreur et qu'elle correspond aux intérêts sociaux. Ceux qui, nombreux, continuent aujourd'hui à confondre la lutte contre l'oppression extérieure subie par un peuple donné avec le soutien aux dirigeants politiques réactionnaires qui cherchent à contrôler ce peuple à l'intérieur, transposent une fois de plus la lutte de classe au niveau national. Ils le font également en soutenant tout régime qui s'oppose au gouvernement des États-Unis, même si ces régimes répriment les travailleurs et massacrent les communistes locaux. Bien sûr, certains individus peuvent être inattentifs, trompés et/ou mal informés. Mais il faut être très distrait pour ne pas faire le rapprochement entre «a» et «b» et pour oublier aussi systématiquement les leçons de l'histoire. Les partisans du communisme nationaliste veulent, tout simplement, détourner les travailleurs de la lutte de classe et construire un État dans lequel toutes les classes dominantes du pays se retrouvent – et où il y a surtout de la place pour elles.

João Bernardo, 3 juin 2009